

que faire?

revue communiste

« Unité d'action, liberté de discussion et de critique, voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée. »

(LÉNINE, décembre 1906.)

- Sommaire -

ÉDITORIAL : Contre le courant.

PROBLÈMES ACTUELS : Pierre LENOIR.
— Du marxisme au radicalisme.

UN SYNDIQUÉ. — L'« Humanisation »
des décrets-lois.

DOCTRINE ET HISTOIRE : N. LÉNINE.
— L'impérialisme et la démocratie.

P. R. — « Le Communisme tricolore ».

SUR LE FRONT CULTUREL : Jacques
Roche. — Un « débat » sur le « réalisme
socialiste ».

André Gide et le colonialisme.

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE :

LA VIE DU PARTI :

NOTES : Un nouveau « tournant » ?

A. MARTIN. — Staline et la « propriété so-
ciale ».

REVUE DE LA PRESSE :

PRIX

2^e année N° 17

Mai 1936

1^{fr.}

QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

ABONNEMENTS

France : Un an..... 10 fr. | Six mois..... 5 fr.
Étranger : — 18 fr. | — 10 fr.
Abonnement de soutien..... 20 fr.

CORRESPONDANCE et MANDAT :

LUCOT, C. C. 192.025 PARIS
32, Rue Myrha — PARIS-18^e

NOS BUTS

1° QUE FAIRE ? fondée et rédigée par des militants communistes, a pour but de défendre les principes du marxisme-léninisme, abandonnés par l'Internationale Communiste, et de travailler, sur cette base, à l'élaboration de la politique communiste qui seule peut mener le prolétariat à la victoire;

2° QUE FAIRE ? se propose, en particulier, d'étudier les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, partie intégrante de la révolution internationale, d'apprécier à la lumière du marxisme la vie politique et sociale de ce pays, d'analyser la crise du mouvement communiste français et mondial;

3° QUE FAIRE ? née de la révolte contre le régime de bâillon imposé au parti communiste, se dresse contre un simulacre de discipline, qui, loin d'assurer l'unité d'action dans la lutte pour la révolution prolétarienne, a pour but d'empêcher les camarades, fidèles au communisme, de défendre la politique marxiste dans le Parti;

4° QUE FAIRE ? appelle tous les communistes, membres ou non du P. C., tous les révolutionnaires prolétariens, à se grouper autour de cette revue, afin de lutter, au sein de leurs organisations, pour la reconstruction du véritable parti communiste, conformément aux principes constitutifs de l'Internationale Communiste, élaborés par Lénine;

5° QUE FAIRE ? demande à tous ses lecteurs de former des groupes d'amis de QUE FAIRE ? de collaborer avec la revue, de l'aider dans la mesure de leurs moyens.

ÉDITORIAL

CONTRE LE COURANT⁽¹⁾

Il faudrait presque revenir aux sombres jours de 1914 pour retrouver l'équivalent du courant de chauvinisme qui déferle actuellement.

Les discours chauvins de Sarraut et de Flandin exaltant le bon droit de la France, étalant la force de l'armée française, répondant par autant de défis aux défis de Hitler, n'ont suscité que de très faibles réactions dans les rangs de la classe ouvrière. De plus en plus l'on entend répéter autour de soi les vieilles phrases chauvines d'autrefois contre les « boches », car le mot « boche » lui-même revient à la mode !

Par mille canaux l'idéologie anti-allemande pénètre jusque dans les larges couches du prolétariat français, et elle s'y installe d'autant plus facilement qu'elle se recouvre de phrases antifascistes.

Un énorme effort est mené par le gouvernement pour développer ce courant chauvin. Voilà ou non d'antifascisme, il est nécessaire à la bourgeoisie française pour la poursuite de ses buts de politique extérieure et intérieure. Dans la mesure où son gouvernement sentira l'écrasante majorité du peuple travailleur prête à faire bloc derrière lui, unie dans une haine commune contre l'ennemi extérieur, la bourgeoisie n'hésitera pas à employer les mesures les plus brutales et à recourir à la force des armes pour faire respecter les privilèges impérialistes qu'elle tient de sa victoire de 1918. Plus la population laborieuse de France sera convaincue du « bon droit » de son gouvernement, et plus elle sera disposée à accepter les sacrifices que la bourgeoisie exigera d'elle sous le prétexte de se protéger contre « le danger d'être attaqué ».

Développer le chauvinisme c'est pour la bourgeoisie la voie royale pour satisfaire, au détriment du prolétariat — et même avec l'assentiment de celui-ci — sa politique d'armement, d'hégémonie militaire en Europe, d'esclavagisme colonial et sa politique de rançonnement, de mise à la portion congrue des larges masses travailleuses de France.

(1) Après le second tour du scrutin nos abonnés recevront une feuille polycopiée, où nous tirerons les premiers enseignements des élections. Les lecteurs au numéro, qui désirent recevoir cette feuille, n'ont qu'à nous communiquer leur adresse, nous leur ferons parvenir les feuilles sans tarder. (N. D. L. R.)

*
*
*

Il faut reconnaître que le capitalisme français a remporté sur cette voie de grands succès dans la période qui vient de s'écouler.

Sans la moindre protestation de masse, la bourgeoisie a pu faire ratifier la loi de deux ans, elle a pu faire voter une nouvelle tranche navale, elle a pu augmenter les crédits alloués à la police d'Etat, elle a pu maintenir les libérables sous les drapeaux, elle a pu en finir avec l'abrogation des décrets-lois en accordant quelques miettes aux fonctionnaires.

Grâce surtout à l'état de surexcitation anti-allemande qu'elle a créé, elle n'a pas eu à surmonter dans chacun de ces domaines la moindre résistance de la part du prolétariat qui ne s'est même pas rendu compte de l'existence de ces mesures. Car la presse socialiste et communiste, comme la grande presse capitaliste, comme les divers groupes parlementaires, ouvriers ou bourgeois, ont étouffé tous ces actes du mieux qu'ils ont pu.

Le gouvernement a même pu répandre, ou laisser répandre, le bruit de la mobilisation de quelques classes — bien qu'il ne jugeât nullement cette mobilisation nécessaire dans l'état actuel des choses — et il a pu constater qu'aucune réaction prolétarienne ne s'était produite dans ce domaine pourtant si sensible. Lorsque l'on se souvient de l'immense levée qu'avait suscitée l'annonce de la mobilisation de la classe 19 en 1923, on peut comparer et se rendre compte aujourd'hui des grands progrès que l'idéologie bourgeoise, militariste et le chauvinisme, ont fait parmi la population travailleuse.

Et, détail sans doute, mais bien symptomatique : toutes les couches de la population de la région de l'Est ont, en quelques jours, submergé de cadeaux et de friandises les troupes de couverture de la ligne casmatée — « ligne Maginot », selon les réactionnaires, « ligne Painlevé » répond le Front Populaire ! — mais pour les uns comme pour les autres « suprême espoir et suprême pensée ».

Sur toutes ces questions l'union sacrée s'est d'ores et déjà réalisée selon le vœu du gouvernement capitaliste.

Contre une telle vague de chauvinisme, de confiance en son propre gouvernement pour se défendre contre le « danger extérieur », le parti communiste n'a pas réagi. Au contraire, il n'a cessé d'amener de l'eau au moulin du chauvinisme en reprenant et en développant les idées les plus néfastes. Il a commencé par proclamer que la cause de la France est juste (Cachin, Humanité du 9 mars), il a chaudement approuvé Sarraut lorsque celui-ci dit que la France pose le problème angoissant de la force du droit devant les droits que s'arroge la force (Humanité du 11 mars). N'est-ce pas là textuellement le langage des social-chauvins de 1914 ? Avec la C. G. T., l'Humanité exige le respect des traités librement consentis (Racamond, Humanité du 14 mars). Le 19 et le 30 mars,

Gitton et Péri approuvent les affirmations, les actes et les principes excellents du ministre des affaires étrangères, Flandin. La direction du parti communiste ne cesse de prêcher l'union de la Nation française, et Vaillant-Couturier n'hésite pas à magnifier l'attitude « union sacrée » du plus réactionnaire de tous les généraux réactionnaires, le général marquis de Curières, de Castelnau, lorsque celui-ci, en 1915, « ne manquait pas de vanter l'union du peuple français et qu'il s'entretenait avec bonhomie en patois du Quercy avec les soldats de Carmaux électeurs de Jaurès » (Humanité du 10 avril).

A la Chambre des députés, le groupe communiste laisse passer sans la moindre observation les votes sur la tranche navale, sur la police d'Etat et s'abstient sur le vote de 6 milliards au fonds d'armement.

Pour tout dire, reprenant ouvertement à son compte la tristement célèbre phrase de Staline, la direction du parti communiste français « comprend et approuve la politique de défense nationale du gouvernement français » !

*
*
*

En épousant une telle politique de soutien de la cause de sa propre bourgeoisie, en se solidarissant avec la politique chauvine de son propre gouvernement, en tentant même de surenchérir sur cette politique, la direction du parti communiste prépare la classe ouvrière à l'idée qu'il faut jouer le rôle de chair à canon aux ordres de son propre capitalisme pour peu que celui-ci prenne un masque « front populaire ».

Une telle mentalité répandue dans les rangs du prolétariat ne peut que libérer l'impérialisme français de tout frein, lui donner l'assurance qu'il peut impunément renforcer son arrogance et se jeter à corps perdu dans les menaces de guerre et les mesures militaires les plus poussées qui, par leur logique propre, précipitent le danger de guerre.

Le développement des idées nationalistes dans la classe ouvrière française, c'est le plus sûr moyen d'accroître énormément le danger de la guerre. C'est à ce terme logique que concourt objectivement toute la politique actuelle de la direction du parti communiste.

Etroitement liée à cette politique, et comme conséquence logique, s'impose l'abandon de la politique de lutte de classes. Car si l'on participe à la politique chauvine de la bourgeoisie, si l'on est pour l'union de la nation contre les seuls agents français de Hitler, il n'est plus possible de troubler l'unanimité de la nation en développant la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie anti-hitlérienne, surtout quand celle-ci s'affirme « gauche » et pro-soviétique.

C'est en effet ce qui arrive dans la pratique quotidienne et même dans la propagande ouvertement affirmée.

Dans la pratique quotidienne, en s'abstenant en fait de développer dans un sens révolutionnaire les mouvements ouvriers reven-

dicatifs qui éclatent çà et là — grève Berliet, grève de Vaux-en-Velin, de Neuves-Maisons, mouvement des mineurs — sans parler de l'abandon de toute lutte réelle contre les décrets-lois.

Dans la propagande ouvertement affirmée en proclamant que l'on est désormais pour la paix intérieure (Vaillant-Couturier, Humanité du 19 avril). En effet, du point de vue du nationalisme bourgeois, toute « guerre intérieure », cette guerre que la classe ouvrière est obligée de mener sans cesse pour défendre et améliorer ses conditions d'existence contre la classe bourgeoise, est un véritable fléau. Que les ouvriers se tiennent tranquilles ! Que le mouton se laisse tondre ! Paix dans le troupeau ! Voilà l'éternel mot d'ordre de la bourgeoisie, dont la réalisation lui devient encore plus indispensable à la veille de la guerre et pendant la guerre. Ce mot d'ordre est maintenant lancé à centaines de milliers d'exemplaires dans la classe ouvrière par les soins de l'Humanité. Paix intérieure, gage de la paix extérieure ! clame Vaillant-Couturier. Ainsi, sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur se trouvent abandonnés les intérêts de classe du prolétariat.

*
* *

Devant la vague chauvine qui entraîne le parti communiste, devant l'abandon de la politique de lutte de classes, le devoir impérieux de tous les prolétaires révolutionnaires est de ramer contre le courant ! Chacun peut le faire où qu'il se trouve. Dans le parti socialiste, dans le parti communiste, dans le syndicat. Chaque sophisme fourni par la presse officielle du front populaire — et surtout par la presse communiste officielle — doit être méticuleusement réfuté. En même temps, il faut montrer quels sont les véritables objectifs impérialistes du gouvernement français dans sa politique actuelle et dans sa préparation à la guerre pour conserver le droit de dominer ses vassaux européens et d'exploiter ses colonies. Il faut dénoncer le mensonge d'après lequel l'armée bourgeoise épurée de ses éléments fascistes pourrait défendre la paix et les intérêts véritables du prolétariat de France.

Face au délire chauvin, face à l'avalanche des illusions et mensonges démocratiques, rappelons sans cesse ces vérités premières, plus justes que jamais, du socialisme : seule la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière contre toute la classe bourgeoise apportera au peuple le pain et la liberté. Seule l'internationale des travailleurs — donc la guerre contre les bourgeois de tous les pays — fera la paix du monde. Les dirigeants ouvriers, qui foulent aux pieds ces principes, font le jeu de l'ennemi de classe, trahissent la classe ouvrière. Il faut faire entrer ces idées, malgré tous les obstacles, malgré toutes les embûches, dans les têtes des prolétaires.

Telles sont quelques-unes des tâches immédiates auxquelles doivent s'atteler tous ceux qui sont résolus à marcher contre le courant.

QUE FAIRE ?

PROBLÈMES ACTUELS

LE PROGRAMME DU P. C. F.

DU MARXISME AU RADICALISME

Le Congrès de Villeurbanne a décidé que le parti communiste mène la campagne électorale, au premier tour, sur son programme, sous son drapeau. Ce programme intitulé « pour le salut du peuple français » et diffusé par centaines de milliers d'exemplaires, lors de la campagne électorale, nous permet d'examiner le contenu et le caractère « du nouveau parti » qui s'est substitué au parti communiste français né à Tours en 1920.

Nous disons « nouveau parti », car il suffit de comparer son programme de 1936 avec ses documents programmatiques antérieurs (le programme pour les élections de 1932, le programme de l'Internationale Communiste de 1928, sans même parler des documents fondamentaux des premiers congrès de l'I. C.), pour se convaincre que le « nouveau programme » constitue une rupture radicale avec le passé.

Le programme « pour le salut du peuple français » est un amalgame de deux documents : le manifeste du 8^e congrès du P. C. F. et « le programme que se propose de réaliser le parti unique au pouvoir » (la dernière partie de la charte d'unité du 29 mai 1935). Ces deux documents diffèrent entre eux sous beaucoup de rapports. Si l'on prend en considération que la signature du parti communiste figure en bas de la « plateforme d'action commune » avec la S.F.I.O. du 23 septembre 1935 et du programme du rassemblement populaire de janvier 1936, nous sommes en présence d'au moins quatre programmes différents. Ajoutons encore que le programme électoral n'est pas une reproduction textuelle du manifeste de Villeurbanne, que des changements y ont été introduits, sans que d'ailleurs le parti croie nécessaire de les expliquer.

Cette avalanche de documents programmatiques montre un désarroi idéologique profond. Jusqu'à 1935, le P.C.F. n'a pas eu de programme précis, ce qui favorisait, entre autres, des tournants politiques fréquents, le lancement des cascades de mots d'ordre, baptisés « programmes d'action », mal élaborés, souvent contradictoires et qui restaient sur le papier, sans pénétrer dans l'agitation quotidienne du parti. Malgré l'absence d'un programme, dans le sens formel du mot, le P.C.F. basait son activité sur un ensemble de principes et de règles qui le délimitait des autres groupements politiques et qui constituait, dans ce sens, son programme réel.

Or, aujourd'hui, ce vieux programme est abandonné. Le plan financier « pour faire payer les riches », le programme « du sauvetage de l'agriculture française », et enfin le programme « du salut du peuple français », adopté à Villeurbanne, voici les éléments de ce nouveau programme. En même temps le parti continue à se réclamer de son ancien programme, modifié et adapté aux nouvelles circonstances, à sa nouvelle politique. La contradiction entre ces deux attitudes, entre ces deux programmes domine toute l'activité du parti.

« CE QUE NOUS VOUS DONNERONS UNE FOIS AU POUVOIR... »

La partie du programme électoral qui doit souligner le caractère particulier du P.C.F. par rapport aux autres formations politiques, c'est la dernière partie expliquant ce que le parti se propose de réaliser au pouvoir, ce que sera la république française des soviets.

Cette partie devrait correspondre à ce qu'on appelle dans la littérature socialiste traditionnelle « le programme maximum ». Le programme maximum, c'est le but vers lequel tend le parti du prolétariat. Ce but est caractérisé comme suit par le premier programme marxiste du prolétariat français, le programme du Parti Ouvrier Français de 1880 : « l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production ». Quand 37 ans après Lénine avait à rédiger, en 1917, le projet du nouveau programme du parti bolchévique, il se limite de même à formuler en quelques phrases ce but du parti prolétarien : « remplacement de la propriété privée des moyens de production et de circulation par la propriété sociale et l'institution de l'organisation rationnelle du processus social de la production » (c'est la formule reprise du programme de la social-démocratie russe de 1903). La précision qui est apportée par le programme de la social-démocratie russe est que la révolution sociale supprimera la division de la société en classes et mettra un terme à toutes les formes de l'exploitation d'une partie de la société par une autre. La thèse sur l'expropriation politique de la classe capitaliste est expliquée dans le sens de la nécessité d'établir pour la période transitoire la dictature du prolétariat. En 1919, lors de la révision du programme du parti bolchévique, après la révolution d'octobre, le nouveau programme se limite à reprendre cette définition sommaire des buts du prolétariat.

On se demande pourquoi les fondateurs du socialisme scientifique qui ont participé à l'élaboration du programme du P.O.F., pourquoi les bolchéviques du temps de Lénine n'ont pas fait de programme détaillé de ce qu'on fera après la prise de pouvoir, comme le fait aujourd'hui la direction du P.C.F. Pour une raison très simple : un programme détaillé de ce qu'on fera, après avoir exproprié politiquement et économiquement les capitalistes, de même que les modalités concrètes de cette expropriation, ne peuvent être établis, si l'on veut rester sur le terrain de l'analyse scientifique et ne pas tomber dans l'utopie et dans la démagogie. « Le programme de la république française des soviets » est précisément l'exemple tangible de l'absurdité d'un programme de ce genre. Ce programme se compose de trois chapitres.

Dans le premier chapitre on explique ce que sera politiquement cette république. Remarquons en passant qu'on se livre ici à la révision de la thèse communiste fondamentale : la nécessité de la dictature du prolétariat. *La république des soviets, d'après le programme de 1936, n'est pas un régime de dictature du prolétariat*, on ne mentionne même pas ce terme; on commet une falsification en traduisant le terme russe « soviets » par « conseil du peuple », alors que dans le programme de 1932 on traduisait encore correctement : soviets-conseil des ouvriers, paysans et soldats. Le rôle particulier du prolétariat dans la période transitoire est complètement effacé. Par contre, on multiplie des détails sur le caractère du pouvoir législatif, sur les conditions d'éligibilité, sur la privation de droits « de ceux qui ne travaillent pas ». Or, ces dispositions particulières adoptées en Russie n'ont jamais été présentées par Lénine et par les bolchéviques comme des règles obligatoires pour tous les pays. Non, le programme du parti bolchévique justifie ces mesures d'exception par la nécessité de lutter contre la résistance des exploités. Nous ne savons pas dans quelle mesure les mêmes nécessités se présenteront en France, au lendemain de la révolution.

Il est possible qu'on pourra s'en passer. De même il est possible que la structure des organes du pouvoir sera en France différente de celle de la république soviétique russe.

Dans le second chapitre on explique les mesures économiques du gouvernement ouvrier-paysan. Nous y apprenons, entre autres, que ce gouvernement expropriera *sans indemnité* les grandes usines, les mines, les banques, etc. Certainement les auteurs de ce programme n'ont pas bien réfléchi à la portée de leurs propositions. Aujourd'hui les grandes usines, les banques, etc., sont constituées, pour la plupart, en sociétés anonymes, c'est-à-dire appartiennent *formellement* à des milliers d'actionnaires dont plusieurs possèdent quelques actions. Veut-on exproprier sans indemnité tous les porteurs d'actions? Comment concilier cette politique avec la volonté de conquérir les couches moyennes?

La question de l'expropriation avec ou sans indemnité, n'est pas une question de principe, mais d'opportunité. Marx disait souvent à Engels que le plus avantageux serait de racheter toute cette bande (capitalistes et hobereaux) (1). Les circonstances obligeront certainement le gouvernement ouvrier-paysan à procéder à la confiscation d'une grande partie des capitaux, mais il n'y a rien de contraire aux principes communistes, si l'on procède à l'indemnisation des actionnaires et des rentiers. La remarque de Marx montre qu'il ne faut pas se lier les mains quant aux formes, méthodes, modalités de l'action lors de la révolution. Les auteurs du programme auraient mieux fait de s'occuper du chemin qui mène vers la révolution, au lieu de divaguer sur ce qu'on fera quand les alouettes seront rôties.

On nous annonce ensuite que le gouvernement ouvrier-paysan supprimera le chômage. Si l'on possède une recette pour supprimer immédiatement le chômage, on se demande pourquoi le gouvernement ouvrier-paysan russe ne l'a pas fait durant 12 ans; encore en 1928-29 l'U.R.S.S. comptait des centaines de milliers de chômeurs. La suppression définitive du chômage n'est possible qu'avec l'instauration complète du socialisme, or on annonce justement dans le programme que la prise du pouvoir ne fera qu'*inaugurer* la construction du socialisme en France.

Dans le troisième chapitre on décrit les premières réalisations du gouvernement ouvrier-paysan, en particulier dans le domaine de la lutte contre la vie chère, dans la question du logement, de la culture, etc. Nous apprenons qu'une des premières réalisations de ce gouvernement, ce sera de poursuivre une large politique de distractions et fêtes populaires. Il faut être un communiste d'opérette pour représenter ainsi les premiers pas du gouvernement révolutionnaire prolétarien. Les auteurs du programme s'imaginent, probablement, que la révolution, c'est quelque chose dans le genre de « la Fille de Madame Angot », où tout s'arrange avec des chansons, des fêtes et des bals.

Il suffit d'étudier l'expérience de la révolution russe, qui ne fait d'ailleurs que reproduire, sous ce rapport, celles des grandes révolutions anglaise et française pour se convaincre que le gouvernement révolutionnaire aura, en premier lieu, à s'occuper de bien autres choses. Il aura à briser la résistance des classes dominantes, à assurer le ravitaillement de la population, à lutter contre les ennemis extérieurs, à assurer la production, etc., etc. En 1919 Lénine indiquait que la tâche la plus urgente du pouvoir soviétique, c'était la lutte contre la famine, contre la pénurie de combustibles et contre les poux, transporteurs du typhus. Cela ne ressemble pas beaucoup à la politique de distractions et de fêtes populaires.

Il faut espérer qu'en France, où la lutte pour le renversement de la bourgeoisie s'avère plus difficile et plus dure qu'en Russie, après la victoire de la Révolution, les conditions seront plus favorables pour la construction de la société socialiste. Mais c'est semer des illusions que de représenter

(1) Cité par Engels dans « La question paysanne en France et en Allemagne » (1894).

cette période d'une façon idyllique; cela n'a rien de commun avec l'éducation révolutionnaire du prolétariat en vue des batailles futures. Les gens gagnés par ces images d'Epinal s'avèreront de piètres combattants au moment où les difficultés réelles se feront jour.

Toutes les autres mesures du programme du Front populaire ont le même caractère ambigu et déplacé. On se demande pourquoi, par exemple, l'égalité politique des femmes, la suppression du Sénat, la journée de sept heures, l'abaissement des prix du loyer, du gaz, de l'eau, etc., ne seront réalisées qu'après la prise du pouvoir par le prolétariat. Plusieurs de ces mesures sont réalisées dans les pays bourgeois : les femmes votent en Angleterre, en Espagne, etc.; le Sénat n'existe pas en Espagne. Quant à l'abaissement des prix des services publics, personne ne pourra soutenir que c'est impossible dans un régime capitaliste. Remarquons que dans sa plateforme commune avec la S.F.I.O. le P.C. reconnaît justement la possibilité de la nationalisation des grands monopoles capitalistes dans les cadres du système social actuel.

C'est pourquoi il est faux de diviser le programme prolétarien en deux genres de mesures : celles à réaliser dans le régime capitaliste, celles à réaliser après la prise du pouvoir. Pour la période après la prise du pouvoir on ne peut indiquer, pour le moment, que la ligne générale du développement, quelques indications d'ensemble : on ira vers la suppression des classes, vers la suppression de l'Etat, vers l'application du principe « chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », etc. C'est dans ce sens que le programme de l'I. C. de 1928 consacre un chapitre à l'analyse « du but final — communisme mondial »; cela n'a rien de commun avec le programme « de la France soviétique » de 1936.

REVENDICATIONS DÉMAGOGIQUES ET CHEMIN DU POUVOIR

Le programme proprement dit, ce sont les solutions pour lesquelles on lutte aujourd'hui. Le parti prolétarien doit fournir par son programme la réponse aux questions que les travailleurs se posent avec angoisse. Comment lutter contre le fascisme? contre la guerre? contre le chômage, la crise?

Seul le socialisme peut apporter une solution définitive à tous ces maux, une amélioration durable de la situation des masses. Mais la voie vers le socialisme passe par la lutte pour ce qu'on appelle dans le vieux programme du P. O. F. « les revendications immédiates ».

Or ces « revendications immédiates » n'ont rien de commun avec ce qu'on désigne sous ce nom dans la presse communiste d'aujourd'hui. Pour Guesde et Lafargue, il s'agissait de « mettre d'accord les têtes pensantes de la classe ouvrière sur une première série de transformations à opérer immédiatement »; il s'agissait d'un programme « unique comme but à poursuivre et comme méthode à employer, aussitôt l'Etat entre nos mains ».

Il n'y a pas de solution de continuité, d'opposition entre le programme dit minimum et le programme dit maximum, comme c'est le cas chez les réformistes classiques et les néo-réformistes du P. C. F. Non, les prolétaires luttent pour les réformes qui faciliteront le passage au socialisme; ils exigent leur réalisation de l'état actuel. Ces réformes, nous commencerons par les réaliser au pouvoir. Ce serait une pure démagogie que, par exemple, exiger actuellement la journée de sept heures et supprimer au pouvoir la journée de huit heures; que d'exiger le même salaire « pour le même travail » et de pousser à la différenciation à l'extrême des salaires quand nous serons au pouvoir; que d'exiger l'élargissement des libertés démocratiques en étant dans l'opposition et de supprimer toutes libertés démocratiques au pouvoir. Il est clair que les besoins de lutte contre les ennemis de classe, la guerre civile peuvent exiger des mesures temporaires limitant les

libertés, infligeant des souffrances aux masses, etc., mais le rôle du programme est d'indiquer à la direction de nos efforts, la façon dont nous entendons résoudre les problèmes en cours. L'obligation que le programme impose au parti, aussi bien en opposition qu'au pouvoir, c'est d'agir dans la direction indiquée nonobstant tous les obstacles, en luttant contre toutes les difficultés. Dans ce sens le programme du parti prolétarien c'est, au fond, l'exposé, sous forme des revendications concrètes, du chemin du pouvoir qu'il entend suivre.

Le programme électoral de 1936 a un caractère tout à fait différent. C'est que son but, ce n'est pas de gagner les masses aux idées de la révolution prolétarienne, mais de s'adapter aux préjugés de ceux qui pensent trouver la solution de toutes leurs misères sans toucher aux fondements du régime actuel. Le problème de la révolution — passage du pouvoir politique d'une classe sociale : la bourgeoisie, à une autre : le prolétariat — n'est même pas posé dans le programme. On met tous les espoirs dans le triomphe « du programme de sauvetage du pays » aux élections législatives.

On ne trouve nulle part dans « le nouveau programme » de traces de l'idée développée en ces termes dans le programme de 1932 :

« Pour réaliser ce programme il n'est pas d'autre voie que le renversement violent de la bourgeoisie, la conquête du pouvoir et la dictature du prolétariat pour protéger le pouvoir ouvrier contre ses ennemis. La conquête du pouvoir par le prolétariat ne peut être une conquête pacifique de la machine toute prête de l'Etat bourgeois par une majorité parlementaire ».

Mais si l'on renonce à cette conception marxiste essentielle, le programme de la république française des soviets se transforme en une série de vœux pieux. On ne voit pas de voie qui y mène, on ne voit pas qu'elle est la force sociale qui va le réaliser. Les masses qui votent pour le front populaire, sur la base de son programme ne sont pas, dans leur majorité, partisans de la révolution socialiste. Or, si le parti communiste ne leur dit pas, dès aujourd'hui, que la réalisation du programme du Front populaire ne peut résoudre les problèmes qui se posent devant le pays, s'il ne leur indique pas le chemin du socialisme, le chemin du pouvoir, comment peut-il préparer les masses à la révolution prolétarienne? Comment peut-il amener les ouvriers et les travailleurs qui suivent les partis de la bourgeoisie aux idées du communisme? Le P. C. renonce à cette tâche. Son programme de la république française des soviets, détaché de toute indication sur la lutte pour le pouvoir, reste comme une feuille de vigne couvrant l'autre programme, programme « du salut du peuple français ».

« LE SALUT DU PEUPLE FRANÇAIS »

Or, ce second programme n'a rien de communiste, ni de socialiste. Le parti souligne d'ailleurs explicitement que la revendication centrale de ce programme, le drapeau sous lequel il va à la lutte électorale : « faire payer les riches » c'est une revendication retirée « du vieux programme du parti radical ». Quant aux autres revendications, si elles ne sont pas textuellement tirées du vieux programme radical, elles ne dépassent pas les bornes de ce qui est acceptable pour un petit-bourgeois radical, partisan du régime social actuel, défenseur de la propriété privée, adversaire de la lutte de classes. Le programme électoral du P. C., c'est au fond un programme radical petit-bourgeois, se posant comme but non pas le renversement de la domination bourgeoise et l'abolition de la propriété capitaliste, mais quelques réformes partielles qui en supprimant quelques maux secondaires, consolideront en fin de compte le régime capitaliste.

Pour montrer sur le vif la différence entre le programme socialiste de revendications immédiates et un programme réformiste, comparons

quelques revendications du vieux programme du P. O. F., du programme électoral de 1932 et de celui de 1936.

Le programme militaire du P. O. F. est le suivant : « abolition des armées permanentes et armement général du peuple ».

Dans le programme 1932 on exige : licenciement des militaires de carrière... suppression des corps de mercenaires, etc. On annonce que « nous briserons l'appareil militaire de la bourgeoisie ».

Dans le programme 1936 nous ne trouvons que les revendications suivantes : « l'épuration de l'armée des officiers royalistes et fascistes, l'octroi des libertés politiques aux soldats et le soutien des officiers républicains contre les factieux... L'action contre l'augmentation du temps de service militaire ».

La revendication du vieux programme du P. O. F. est une revendication prolétarienne et révolutionnaire. Le but et la raison d'être de l'armée permanente, c'est la défense de la bourgeoisie capitaliste et dirigeante. « Les armées ne regardent pas vers la frontière, mais vers l'atelier ». L'abolition des armées permanentes est une mesure révolutionnaire, car on supprime ainsi un des pivots de la domination bourgeoise, le militarisme, on rend plus difficile à la bourgeoisie le maintien de ses privilèges et la guerre extérieure. L'armement général du peuple auquel le programme de 1936 substitue « l'action pour le désarmement général » permet aux ouvriers d'apprendre le maniement des armes, en vue des luttes révolutionnaires, ce qui n'exclut pas une action pour la réduction progressive des armements et des budgets de guerre, mesures qui sont concevables pour le prolétariat seulement dans les cadres de la lutte pour l'abolition des armées permanentes.

La revendication du programme de 1936 sur l'épuration de l'armée est un exemple d'une réforme petite-bourgeoise, libérale, équivoque qui, loin d'attaquer les racines du mal — le militarisme bourgeois — se pose comme but de corriger quelques abus, de chasser quelques officiers réactionnaires en mettant à leur place des officiers républicains. Or, l'armée bourgeoise avec les officiers républicains, l'armée épurée restera l'instrument de la bourgeoisie impérialiste, instrument des luttes antiouvrières et de politique guerrière, comme l'est l'armée actuelle.

Est-ce que cela signifie que les ouvriers révolutionnaires doivent s'opposer à une épuration éventuelle de l'armée comme aux autres revendications immédiates du même genre? Non. Si cette épuration est réelle et non pas illusoire, comme l'est par exemple la lutte actuelle du gouvernement Sarraut contre les ligues, les ouvriers révolutionnaires doivent soutenir chaque mesure visant à l'épuration de l'armée des fascistes. Mais ils doivent indiquer à cette occasion qu'aucune épuration, entreprise par un gouvernement bourgeois, aucune réforme partielle visant en fait à la consolidation de l'armée, ne peut atteindre le militarisme bourgeois que seule abattra la suppression de l'armée permanente, conformément à notre programme, ce qui accentuera les contradictions de classe et facilitera notre lutte pour le pouvoir.

La revendication centrale du programme du P. O. F. dans le domaine de la lutte pour la démocratie est la suivante : « la commune maîtresse de son administration et de sa police ».

En 1932 cette idée est développée dans « le programme maximum » : « nous briserons l'appareil de violence destiné à l'oppression et à l'asservissement des travailleurs, nous briserons la toute-puissance du pouvoir central bureaucratique militarisé ». Dans le programme des revendications immédiates de 1932, les revendications démocratiques sont escamotées, ce qui correspondait à la ligne ultra-gauchiste de cette période. Nous trouvons tout de même les revendications exigeant la suppression des tribunaux correctionnels et des tribunaux militaires, l'extension du jury populaire à toutes les formes de juridiction, etc.

En 1936, rien de pareil. On se limite à demander le maintien des droits du parlement en matière budgétaire, la suppression du Sénat et la R. P.

De nouveau, comme pour le programme militaire, la revendication du P. O. F. est une revendication révolutionnaire. Comme l'armée permanente, l'appareil bureaucratique et centralisé de l'Etat a pour but de maintenir par la force l'esclavage des ouvriers. « Avec des communes libres de leur administration et de leur police, pareille immixtion de l'Etat bourgeois en faveur du capital et contre le travail deviendrait impossible ». Une organisation de ce genre, sans préfets, sans autorités nommées, avec une large autonomie communale et départementale, existait en France pendant la Grande Révolution jusqu'au 18 Brumaire. Une organisation démocratique de ce genre, ce n'est pas encore la solution de la question sociale, mais c'est la réalisation des prémices pour cette solution.

Par contre, les revendications du programme de 1936 ne visent que quelques réparations secondaires, reprises dans le vieux programme radical et qui laissent intacte toute la machine bureaucratique et antiouvrière de l'Etat capitaliste.

Enfin, comparons les revendications internationales de 1932 et de 1936.

En 1932 nous trouvons dans la liste de revendications immédiates : l'abolition du traité de Versailles; retrait immédiat de tous les corps de troupes d'occupation et des fonctionnaires français des colonies et d'Alsace-Lorraine, l'indépendance des colonies, droits égaux pour les ouvriers étrangers et coloniaux.

En 1936, pas un mot sur la question coloniale, rien sur l'Alsace-Lorraine, rien sur le traité de Versailles. La revendication sur l'égalité de droits entre les ouvriers étrangers et coloniaux et les ouvriers français, de même que les droits civils et politiques pour les femmes égaux à ceux des hommes, ont disparu en 1936 (on se limite à exiger le droit de vote pour les femmes).

Au lieu de tout cela nous trouvons une formule creuse, dans la meilleure tradition radicale : « la lutte contre la haine chauvine et le développement de la fraternité entre les peuples ». Ensuite, on reprend le programme de la politique extérieure développé récemment : la sécurité collective, l'application loyale du pacte franco-soviétique, l'action pour le désarmement général, etc. Nous sommes en présence du programme traditionnel des radicaux, programme de l'impérialisme français.

Ici il ne s'agit même plus « d'améliorer » la politique extérieure de la bourgeoisie; non, le « nouveau programme » fait sien la politique extérieure de Flandin-Litvinov, politique visant au maintien du *statu quo*, politique conservatrice par excellence, politique consacrant toutes les conquêtes impérialistes et colonialistes faites dans le passé, approuvant l'oppression nationale à condition qu'elle soit basée sur un traité dûment signé et cacheté.

Nous arrêtons ici l'examen du programme « du salut du peuple français ». Ses principes sont les mêmes que ceux du programme du Front populaire (voir *Que Faire?* n° 15, pages 15-18). Il contient, à côté de petites réformes dans l'intérêt des travailleurs, des revendications petites-bourgeoises utopiques ou symboliques, visant, par exemple, à « la moralisation » de la vie publique, sans s'attaquer aux bases du régime. Que vaut par exemple l'interdiction aux députés et sénateurs d'être avocats-conseils des compagnies financières, si celles-ci restent maîtresses de la vie économique et peuvent continuer leur œuvre de corruption par des milliers d'autres moyens? De même l'interdiction préconisée à Doumergue et Weygand, de cumuler leurs retraites avec leurs fonctions à la Compagnie de Suez, est une mesure ridicule et inopérante; la Compagnie de Suez n'aura qu'à augmenter leurs appointements, et ils pourront renoncer, sans aucune perte, à leurs retraites. C'est semer des illusions dans les masses que d'affirmer qu'on peut par des moyens de ce genre combattre la corruption.

Ou bien affirmer qu'on peut défendre la paix par la dissolution immédiate des ligues fascistes, en oubliant tout simplement l'existence de l'impérialisme français et de ses intérêts.

ACTION RÉFORMISTE OU LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE ?

Pourquoi la direction du P. C. a-t-elle remplacé le programme communiste par un programme radical ? L'explication courante qu'on donne de ce tournant, c'est la nécessité de gagner les classes moyennes et de présenter des solutions réalisables, concrètes, qui permettraient de grouper la majorité du peuple autour du programme. Il faut choisir, on ne peut pas arriver aux grandes choses d'un seul coup. Il vaut mieux de lutter pour une petite réforme réalisable, que de préconiser des solutions plus amples et exagérées. Il faut être un homme politique réaliste, exiger de petites choses qui deviendront une étape dans la lutte pour de grands objectifs. La revendication est réalisable quand elle est approuvée par le plus grand nombre des politiciens, quand elle est acceptable pour les républicains modérés (2).

Or, ce raisonnement, qui est aujourd'hui à la base de toute la politique du P. C., aboutit logiquement à la conclusion qu'on n'a plus besoin ni de programme révolutionnaire, ni de tactique révolutionnaire. Ou plutôt ce programme révolutionnaire : « ce que nous ferons quand nous serons au pouvoir » ne doit pas servir à autre chose qu'à couvrir le programme réformiste. On n'a besoin que de réformes, rien de plus. Il en découle que le parti révolutionnaire du prolétariat n'est plus nécessaire, car un parti des réformes démocratiques et socialistes, un parti populaire, parti de la nation française peut remplir ce rôle : lutte pour les réformes.

Cette conception est en contradiction avec la théorie marxiste de lutte des classes. D'après les enseignements du marxisme, le moteur réel de l'histoire, c'est la lutte révolutionnaire des classes. Le parti communiste c'est un parti de classe, expression de la seule classe conséquemment révolutionnaire de la société actuelle : le prolétariat. Pour les marxistes les réformes ne sont qu'un sous-produit de la lutte des classes révolutionnaires.

Pour les politiciens petits-bourgeois, le moteur de l'histoire c'est l'action commune de tous ceux qui se sont rendus compte de la nécessité de réaliser une réforme donnée. Or, vu que toujours les partisans de petits changements seront plus nombreux que les partisans des changements plus importants, il faut s'adapter aux idées du plus grand nombre, aux préjugés petits-bourgeois, et supprimer du programme tout ce qui peut les heurter.

Le programme de 1936 exprime le passage des dirigeants du P. C. des positions révolutionnaires, marxistes, sur des positions petites-bourgeoises, radicales ; ils rejoignent ainsi le parti socialiste dont le programme électoral, sous les décors plus doctrinaires et marxistes, présente le même caractère. Les deux programmes de 1936 ne parlent pas de la lutte de classes, de la nécessité d'une politique autonome et indépendante du prolétariat, ils ne parlent que de la solidarité du peuple français, de la réconciliation française, de la France républicaine, libre et prospère — sans la révolution.

En modérant leurs revendications, en adoptant le programme radical, les dirigeants du P. C. croient qu'ils aboutiront à leur réalisation. Or, toute l'expérience historique est là pour montrer la fausseté de cette voie. La tactique modérée des radicaux et des réformistes, loin de favoriser les réformes, ne fait que les éteindre.

Nous venons de vivre une expérience très instructive à cet égard : la lutte contre les décrets-lois (voir l'article sur ce sujet dans le numéro pré-

(2) Voir à ce sujet l'article de Lénine publié dans le n° 7 de « Que faire ? » (juillet 1935).

sent de *Que faire* ?) La politique de lutte contre la crise fournit les mêmes enseignements : « L'assurance-chômage aux frais du patronat et de l'Etat, prévoyant une indemnité égale au salaire perdu » (programme de 1932), c'est trop ambitieux. *En attendant*, demandons « le fonds national et l'exonération du loyer » (programme de 1936). *En attendant* cette réforme qui tarde aussi, « aidons les malheureux » par l'appel au bon cœur des bourgeois, d'accord avec les curés et les philanthropes bourgeois. N'est-ce pas le premier pas pour « faire payer les riches » ? Le résultat — décomposition complète du mouvement des chômeurs, pas d'assurance, pas de fonds national. Par contre, la tactique révolutionnaire appliquée par les ouvriers après la guerre, malgré et contre les dirigeants réformistes, a permis d'obtenir plusieurs réformes de la plus haute importance, entre autres la journée de huit heures.

Pour que les ouvriers puissent utiliser, dans leurs intérêts, les difficultés actuelles du régime, il faut rejeter le programme actuel et la politique du P. C. F., il faut se regrouper autour d'un programme prolétarien, marxiste, révolutionnaire (1). On ne peut compter sur les Thorez et les Cachin, chefs du « nouveau parti néo-réformiste », pour accomplir cette tâche. C'est en luttant contre eux, contre leur politique, que l'avant-garde révolutionnaire pourra accomplir sa mission : le regroupement des ouvriers en vue de la révolution socialiste.

Pierre LENOIR.

L'« HUMANISATION » DES DÉCRETS-LOIS

La lutte contre les décrets-lois a passé, depuis le 17 juillet 1935, par bien des stades que l'Ecole Emancipée du 22 mars (p. 429-430) rappelle opportunément. Déjà en décembre le mot d'ordre de leur *abrogation* est remplacé par celui de leur *humanisation*. Des commissions bureaucratiques ont été instituées pour accoucher des projets bien minces tendant à faire avaler par les intéressés l'essentiel : le prélèvement de 10 0/0. Il ne s'agissait que d'enlever à l'édifice lavalien par « l'humanisation » ses excroissances les plus monstrueuses (retard dans l'avancement, pension de reversion, indemnités de résidence supprimées aux femmes mariées, aux fonctionnaires, les dispositions les plus injustes envers les retraités).

La tactique employée par les organisations syndicales était la suivante : entrer en relations avec le maximum de députés, de sénateurs, de ministres, essayer de les gagner à la cause des fonctionnaires et imposer ainsi les mesures d'« humanisation ».

L'Ecole du Grand Paris, organe de la section de la Seine du Syndicat National des Instituteurs, publie dans son numéro 6 (mars) un tableau « encore incomplet » de ses démarches et interventions depuis deux mois. Ce tableau occupe 6 pages de la revue. Voici quelques-unes des démarches effectuées :

29 janvier. — Visite chez Déat et Frossard. Excellent accueil du premier, le plus cordial du second.

3 février. — Audience de Jean Zay. « Accueil cordial ».

5 février. — Audience de Guernut et du Directeur de l'Enseignement primaire.

(1) Voir l'article du camarade Bréval dans le n° 16 de « Que faire ? » (avril 1936).

11 février. — Conversation avec Déat « qui reste notre ardent défenseur ».

29 février. — Audience de M. Bouthillier, directeur du Budget.

3 mars. — Visite au Sénat.

4 mars. — Visite auprès du secrétaire particulier de Régnier « qui essaiera de le convaincre de l'équité de notre cause ».

7 mars. — Entretien « très cordial » avec Delbos. Audience de Mandel.

9 mars. — Pneu à Monjaudis et à 4 sénateurs.

13-16 mars. — 3 démarches au cabinet du ministre de l'Education Nationale.

17 mars. — 56 pneus aux parlementaires de la Seine. — Visite au sénateur Bachelet, « notre inlassable défenseur ».

18 mars. — Pneus à 6 ministres.

19 mars. — « Accueil très cordial » par M. Philipp, rapporteur du budget de l'Education Nationale au Sénat.

20 mars. — Chautemps « nous réserve un très cordial accueil ».

Si l'on envisage que le cartel des services publics, la fédération des fonctionnaires et autres syndicats ont agi dans le même sens, en multipliant les démarches, les pressions amicales, les demandes, etc., nous serons en mesure d'apprécier l'ampleur incontestable de cette action.

Les résultats? « Maigres satisfactions pour les retraités, rien pour les fonctionnaires en activité », constate justement *l'Ecole Emancipée* du 29 mars. Pour les retraités on revient en quelque mesure à la loi de 1853!

L'histoire des projets de loi transactionnels sur l'avancement (retard de six mois au lieu d'un an) et sur « l'impôt cédulaire des anciens combattants » est très instructive. Voté par la Chambre ils ont été mis en échec au Sénat par Caillaux qui, malgré toutes les insistances des « défenseurs des fonctionnaires », a refusé de convoquer la commission des finances du Sénat « pour ne pas creuser davantage un déficit menaçant ».

« Pendant plus d'une demi-heure, gouvernement et parlementaires, le président du Conseil en tête, ont alors fait le siège du président de la Commission des Finances du Sénat, pour l'amener à céder. Rien à faire. A minuit vingt exactement, ils étaient obligés de s'avouer vaincus ». (*Tribune des Fonctionnaires* du 21 mars.)

Les protestations des députés n'ont rien changé non plus.

Quant à Régnier, le pupiste Petrus Faure qui « a fait appel au cœur de M. Régnier et à son esprit de justice » en faveur des 40.000 vieux travailleurs exclus des assurances sociales, s'est convaincu, une heure avant la clôture, que « nous avons tort, parce que M. Régnier n'a ni cœur, ni esprit de justice. » (p. 1089)

Le troisième responsable, le principal, paraît être M. Bouthillier, directeur du budget et du contrôle financier, « vrai ministre des finances », selon Delmas (*l'Ecole Libératrice* du 14 mars) qui a saboté victorieusement l'œuvre d'« humanisation » des décrets-lois.

Après ce triple sabotage (Régnier, Caillaux, Bouthillier) Sarraut a pu faire une déclaration promettant de « réelles satisfactions aux intéressés » quant à l'avancement, mais Charles Laurent lui-même est obligé d'avouer que ces « réelles satisfactions » seraient « plutôt étiques, les intéressés n'en bénéficieraient que dans des cas extrêmement limités ». (*Tribune* du 28 mars.)

Cet exemple de tactique « collaboration des classes » permet de tirer des enseignements précieux. Sans parler d'éducation des salariés dans l'esprit révolutionnaire, une tactique « lutte de classe » aurait certainement apporté des résultats immédiats plus efficaces. Les démarches auprès des députés et des ministres par la petite porte, les contacts avec « le secrétaire particulier » du ministre (pourquoi pas avec son valet de chambre?), la volonté

de convaincre de « l'équité de notre cause » les ministres de la bourgeoisie, tout cela oblige à modérer les revendications, à tenir compte du désir M. X., des réserves de M. Y., des plans de M. Z. Et après toutes les concessions, toutes les humiliations à travers les rouages du pouvoir, après avoir perdu toute notion d'une action de classe, les « notables » presque inamovibles du régime — un haut fonctionnaire ou un sénateur — prononcent sèchement « non », et tout le monde n'a qu'à s'incliner. Ils ne se moquent pas mal des opinions que peuvent avoir les chefs syndicaux de « leur cœur, de leur esprit de justice, de leur générosité ». Ils sont les défenseurs du capital, c'est pour cela qu'ils sont payés, pas pour autre chose.

Quant aux « amis des fonctionnaires » du gouvernement et des Chambres, ils assistent impassibles à ce jeu. Ils veulent bien « défendre » les humbles, surtout à l'approche des élections, mais cela ne doit entraîner ni la démission du gouvernement, ni la rupture de solidarité avec le ministre des finances, ni aucun autre acte. Pourquoi d'ailleurs s'inquiéter, quand les chefs ouvriers sont satisfaits et enchantés de « l'accueil cordial », de l'« intervention auprès de Sarraut », d'un bon petit discours n'engageant à rien. Les Déat, Mazé, Jean Zay et autres députés-ministres de même que leurs collègues ministres, membres de la majorité de la Chambre (la même que celle du Sénat), n'ont rien à craindre de leurs électeurs, travailleurs des services publics. Ils ont le *satisfecit* des dirigeants syndicaux. Ils n'auront qu'à continuer dans la future Chambre de... saboter les revendications des fonctionnaires en collaborant avec les Régnier, les Caillaux et autres Bouthillier. Quant à leurs bonnes intentions, l'enfer en est pavé...

Imaginons-nous que les syndicats des fonctionnaires depuis le 17 juillet eussent tenu mordicus à l'abrogation des décrets-lois; qu'au lieu de gaspiller leurs efforts pour convaincre les bourgeois et leurs serviteurs, ils eussent concentré leurs efforts à préparer la lutte des ouvriers contre le gouvernement solidaire et la majorité des Chambres qui le soutient. Imaginons ensuite que leur effort de propagande fût dirigé surtout pour convaincre l'ensemble des travailleurs de « l'équité de leur cause »; que leurs dirigeants eussent mis les Chambres publiquement en présence de leurs revendications intégrales appuyées par les préparatifs de l'action et par une menace supplémentaire précise : les députés qui n'ont pas voté pour les revendications syndicales n'obtiendront aucune voix des travailleurs des services publics. Le cas échéant, les candidats particuliers de la Fédération seront dressés contre tous les ministres responsables solidairement du sabotage des revendications des fonctionnaires. Aucune confiance pour l'avenir à ceux qui ont trompé une fois.

Avec une telle politique il est certain que nous serions en présence d'un bilan autrement positif. Mais cette politique suppose la volonté bien nette de lutter, d'aller en avant. Les Caillaux et les Bouthillier ne sont que des représentants des puissances financières qui ne céderont pas sans une lutte acharnée. Or, toute la tactique actuelle des dirigeants ouvriers — depuis Thorez jusqu'à Laurent — ne vise qu'un but : esquiver cette lutte, « convaincre » le gouvernement, effacer les limites de classe.

C'est vrai aussi bien pour les fonctionnaires que pour les mineurs. Le 19 mars, le Bureau politique du Parti Communiste, en face du conflit des mineurs « demande au gouvernement de prendre en considération les demandes formulées par les ouvriers et d'exercer sa médiation en vue d'éviter, dans les circonstances actuelles, le développement d'un conflit grave » (*l'Huma* du 20 mars). Les vieux dirigeants réformistes ont trouvé de dignes élèves!

En dehors de la politique révolutionnaire de classe, l'action pour les revendications immédiates, comme le montre l'expérience des décrets-lois, est un leurre.

UN SYNDIQUÉ.

DOCTRINE ET HISTOIRE

L'IMPÉRIALISME ET LA DÉMOCRATIE

Nous publions ci-dessous quelques extraits de l'article sur « La caricature du Marxisme » et sur « l'Économisme impérialiste », écrit par Lénine en Suisse en octobre 1916. Il était destiné pour « Le Recueil du Social-Démocrate », n° 3, qui n'a pas paru. Lénine réfute dans cet article les idées de P. Kievski (pseudonyme de Piatakov, actuellement commissaire du peuple adjoint de l'industrie lourde de l'U. R. S. S.) dont l'article devait paraître dans le même recueil.

L'article de Lénine a paru pour la première fois dans la revue « Zvezda » (l'Etoile), en 1924 (n° 1 et 2). Lénine analyse avec une maîtrise et une profondeur incomparables l'attitude des marxistes envers la question nationale et la lutte pour la démocratie. Aujourd'hui, quand l'attitude du prolétariat envers la démocratie préoccupe vivement tous les révolutionnaires prolétaires, les idées développées par Lénine acquièrent une actualité particulière.

Quelques passages de cet article ont été publiés dans le N° 4 de « Que Faire » (avril 1935), pages 8-9.

N. D. L. R.

Au point de vue économique, l'impérialisme (ou époque « du capital financier » — l'e sentiel n'est pas dans les mots) c'est le degré le plus haut du développement du capitalisme : la production est devenue tellement grande et énorme que la liberté de la concurrence est remplacée par le monopole. Ceci constitue l'essence économique de l'impérialisme. Les monopoles se manifestent aussi bien dans les trusts, les syndicats, etc., que dans l'omnipotence de banques gigantesques, dans l'accaparement des sources de matières premières, dans la concentration du capital bancaire, etc., etc. Le monopole économique, c'est l'essentiel.

La superstructure politique sur la nouvelle économie, sur le capitalisme monopoliste (l'impérialisme est le capitalisme monopoliste) est un tournant de la démocratie vers la réaction politique. A la liberté de concurrence correspond la démocratie. Au monopole correspond la réaction politique. « Le capital financier tend à la domination et non à la liberté », dit justement R. Hilferding dans son « Capital financier ».

Séparer la politique « extérieure » de la politique en général et surtout l'opposer à la politique intérieure, c'est, au fond, une pensée fautive, non marxiste et non scientifique; aussi bien dans la politique extérieure que dans la politique intérieure, l'impérialisme tend à violation de la démocratie, à la réaction. Il est indiscutable que dans ce sens l'impérialisme constitue la négation de la démocratie en général, de toute la démocratie et pas d'une seule revendication de la démocratie, notamment du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes.

Etant la négation de la « démocratie », l'impérialisme est aussi la négation de la démocratie dans la question nationale (c'est-à-dire du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes). Le mot « aussi » veut dire que l'impérialisme tend à violer ce droit; sa réalisation est dans la même mesure et dans le même sens plus difficile, sous l'impérialisme, qu'est plus difficile, sous l'impérialisme (par rapport au capitalisme de la période précédente)

la réalisation de la république, de la milice, de l'éligibilité des fonctionnaires par le peuple, etc. Il ne peut pas être question de l'impossibilité de réalisation « économique ».

Pour que le monopole soit complet il est nécessaire d'écarter les concurrents, non seulement du marché intérieur (du marché d'un Etat déterminé) mais également du marché extérieur, du monde entier. Existe-t-il une possibilité économique pendant « l'ère du capital financier », d'écarter la concurrence même dans un Etat étranger? Naturellement, elle existe : ce moyen, c'est la dépendance financière, l'achat des sources de matières premières et ensuite de toutes les entreprises du concurrent.

Les trusts américains constituent la plus haute expression économique de l'impérialisme ou du capital monopoliste. Les trusts, pour écarter les concurrents, ne se contentent pas des moyens économiques et ont souvent recours à des moyens politiques, mêmes délictueux. Mais ce serait un erreur profonde de considérer comme économiquement irréalisable le monopole des trusts avec des moyens de lutte purement économiques. Au contraire, la vie nous démontre, à chaque pas, ses possibilités de réalisation : les trusts minent le crédit de leurs concurrents par l'intermédiaire des banques (les maîtres des trusts sont en même temps les maîtres des banques : achat des actions); les trusts sabotent le transport des matériaux à leurs concurrents (les maîtres des trusts sont en même temps les maîtres des chemins de fer : achat des actions); les trusts baissent leur prix, pour un temps déterminé, au-dessous du prix de revient, pour ruiner leurs concurrents et racheter leurs entreprises, leurs sources de matières premières (les mines, les terrains, etc.).

Voilà l'analyse purement économique des forces des trusts et de leur développement. Voilà le chemin purement économique de leur agrandissement : achat des entreprises, des usines, des sources de matières premières.

Le gros capital financier d'un pays peut toujours racheter les entreprises des concurrents d'un pays étranger politiquement indépendant; il le fait d'ailleurs toujours. Economiquement, c'est complètement réalisable. « L'annexion » économique est parfaitement « réalisable » sans l'annexion politique; on la rencontre partout. Vous trouverez des indications de ce genre à chaque pas, dans la littérature sur l'impérialisme, par exemple, que l'Argentine est, en fait, une « colonie commerciale » de l'Angleterre; le Portugal est, en fait, un « vassal » de l'Angleterre, etc... C'est exact. La domination économique exercée par les banques anglaises, les créances de l'Angleterre, le rachat par l'Angleterre des chemins de fer locaux, des mines, des terrains, etc. — tout ceci transforme ces pays en « annexions » de l'Angleterre au point de vue économique, sans violation de leur indépendance politique.

Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, c'est le nom de leur indépendance politique. L'impérialisme tend à la violer, parce qu'en présence de l'annexion politique, l'annexion économique est souvent plus commode elle revient meilleur marché (il est plus facile de corrompre les fonctionnaires, d'obtenir des concessions, de faire adopter une loi avantageuse, etc.) elle est plus sûre, plus tranquille. De même l'impérialisme cherche à remplacer la démocratie en général par l'oligarchie. Mais raisonner sur « l'impossibilité de réalisation » économique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en présence de l'impérialisme, c'est tout simplement absurde.

...La contradiction entre l'impérialisme et la république est une contradiction entre l'économie du capitalisme le plus récent (notamment du capitalisme monopoliste) et la démocratie politique en général. P. Kievsky ne prouvera jamais que n'importe quelle mesure démocratique importante et fondamentale (éligibilité des fonctionnaires et des officiers par le peuple, liberté absolue des associations et des réunions, etc.) est moins en contradiction avec l'impérialisme (« lui sourit » plus, si vous voulez) que la République.

On arrive à cette conception sur laquelle nous avons insisté dans nos thèses : « logiquement » l'impérialisme est en contradiction avec toute la démocratie politique en général.

...Continuons. Pourquoi la République ne sourit-elle pas à l'impérialisme? Et comment l'impérialisme concilie-t-il son économie avec la République?

P. Kiewsky n'y a pas pensé. Nous lui rappellerons les mots suivants d'Engels (1). Il s'agissait de la République démocratique. La question était ainsi formulée : la richesse peut-elle dominer avec cette forme de gouvernement? Il s'agissait de la « contradiction » entre l'économie et la politique.

Engels répond : « La république démocratique ne reconnaît plus, officiellement, de différences » (entre les citoyens) de propriété. La richesse y exerce son influence d'une manière indirecte, mais d'autant plus sûre. D'une part, sous la forme de corruption directe des fonctionnaires (« modèle classique : l'Amérique »), d'autre part, sous la forme d'alliance entre le gouvernement et la bourse...

Voilà un modèle d'analyse économique sur la question des possibilités de réalisation de la démocratie dans le régime capitaliste.

La « possibilité de réalisation » du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes sous l'impérialisme, constitue une partie de cette question.

La République démocratique est « logiquement » en contradiction avec le capitalisme parce qu'« officiellement » elle met sur le même pied les pauvres et les riches. C'est la contradiction entre le régime économique et la superstructure politique. L'impérialisme est, de la même façon, en contradiction avec la République, contradiction approfondie et renforcée encore par le fait que le remplacement de la concurrence libre par le monopole rend encore plus « difficile » la réalisation des libertés politiques de tous genres.

Alors, comment le capitalisme s'accorde-t-il avec la démocratie? Par la réalisation indirecte de l'omnipotence du capital. Il use de deux moyens économiques à cet effet : 1° la corruption directe; 2° l'alliance du gouvernement avec la Bourse (dans nos thèses cette idée est exprimée dans les termes suivants : la capital financier « peut acheter et corrompre n'importe quel gouvernement et les fonctionnaires » dans le régime bourgeois).

Puisque ce sont la production de marchandises, la bourgeoisie, la puissance de l'argent qui dominent, la corruption (directe et par l'intermédiaire de la Bourse) est « réalisable » avec n'importe quelle forme du gouvernement, avec n'importe quelle démocratie.

On se demande ce qu'il y aurait de changé sous ce rapport si le capitalisme était remplacé par l'impérialisme, c'est-à-dire le capitalisme pré-monopoliste par celui de monopoles?

Une seule chose : la puissance de la Bourse augmenterait! Le capital financier devenu capital monopoliste est le capital industriel le plus fort fusionné avec le capital bancaire. Les grandes banques se confondent avec la bourse en l'absorbant. (Dans la littérature sur l'impérialisme on parle de la diminution du rôle de la Bourse mais seulement dans ce sens que chaque banque gigantesque est une Bourse).

Continuons. Si, en général, la domination sur n'importe quelle république démocratique par la corruption et par la Bourse, est parfaitement réalisable pour la « richesse », comment P. Kiewsky peut-il affirmer, sans tomber dans une amusante « contradiction logique », que la richesse la plus forte des trusts et des banques, qui manient des milliards, ne peut pas « réaliser » la domination du capital financier sur une république étrangère, c'est-à-dire politiquement indépendante?

(1) F. Engels : « L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État. » p. 227-8.

La corruption des fonctionnaires est-elle « irréalisable » dans un Etat étranger? Ou « l'alliance du gouvernement avec la Bourse », est-ce seulement l'alliance avec son propre gouvernement?

...La social-démocratie n'a et ne peut avoir aucun mot d'ordre « négatif » qui servirait exclusivement à « aiguïser la conscience du prolétariat contre l'impérialisme », sans donner en même temps une réponse positive sur la question, comment la social-démocratie résoudra la question correspondante quand elle sera elle-même au pouvoir. Le mot d'ordre « négatif » non lié à des solutions positives déterminées, « n'aiguïse » pas la conscience, mais au contraire l'émousse, parce qu'un tel mot d'ordre est creux, c'est un cri stérile, une déclamation sans contenu.

La différence entre les mots d'ordre qui « nient » ou qui stigmatisent les fléaux politiques et économiques n'a pas été comprise par P. Kiewsky.

Cette différence consiste en ceci que certains fléaux économiques sont propres au capitalisme en général, avec n'importe quelle superstructure politique, qu'il est impossible économiquement de faire disparaître ces fléaux sans faire disparaître le capitalisme. Il est impossible de fournir un seul exemple d'une telle disparition. Au contraire, les fléaux politiques consistent dans les déviations du démocratisme, qui, économiquement, est parfaitement réalisable « dans le régime actuel », c'est-à-dire dans le régime capitaliste. Il est réalisé, comme une exception, dans le régime capitaliste, dans un pays par un de ses côtés, dans un autre pays par un autre. Encore et encore, l'auteur n'a pas compris précisément les conditions générales des possibilités de réalisation de la démocratie!

Sous le capitalisme règnent, comme règle typique, non comme cas isolés, de telles conditions, qu'il est impossible, pour des classes opprimées de « réaliser » leurs droits démocratiques. Le droit de divorce, dans la grande majorité des cas, n'est pas réalisé parce que le sexe persécuté est économiquement opprimé, parce que la femme, quelle que soit la démocratie, reste, sous le capitalisme, une « esclave domestique », esclave enfermée dans la chambre à coucher, dans la chambre des enfants et dans la cuisine. Le droit d'élire « ses juges » populaires, ses fonctionnaires, ses professeurs, ses jurés, etc., est également, dans la majorité des cas, irréalisable, pendant le capitalisme, parce que les ouvriers et les paysans sont économiquement opprimés. Il en est de même de la république démocratique. Notre programme la « proclame » comme l'« autocratie du peuple », quoique tous les social-démocrates sachent très bien que pendant le capitalisme, la république démocratique elle-même ne mène qu'à la corruption des fonctionnaires par la bourgeoisie et à l'alliance de la Bourse avec le gouvernement.

Seuls des gens absolument incapables de réfléchir ou qui ne connaissent rien au marxisme déduisent de cela : donc la république ne vaut rien; donc la liberté du divorce ne vaut rien; donc la démocratie ne vaut rien; donc le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ne vaut rien! Les marxistes, au contraire, savent que la démocratie ne supprime pas l'oppression des classes, mais rend la lutte des classes plus pure, plus large, plus ouverte, plus aiguë. C'est cela dont nous avons besoin. Plus la liberté de divorce est large, plus il devient clair, pour la femme, que la source de son esclavage « domestique », c'est le capitalisme et non l'absence de droits. Plus le régime étatique est démocratique, plus il devient clair, pour les ouvriers, que la racine du mal, c'est le capitalisme et non pas l'absence des droits. Plus l'égalité des droits nationaux est complète (elle n'est pas complète sans le droit de séparation), plus il devient clair, pour les ouvriers de la nation opprimée, qu'il s'agit du capitalisme et non pas de l'absence des droits. Et ainsi de suite.

Le socialisme est impossible sans la démocratie dans deux sens : 1° le prolétariat ne peut pas réaliser la révolution socialiste s'il n'y est pas préparé par la lutte pour la démocratie; 2° le socialisme victorieux ne pourra consolider sa victoire et amener l'humanité vers la mort de l'Etat sans la réali-

sation complète de la démocratie. C'est pourquoi, quand on dit : le droit de libre disposition est superflu pendant le socialisme, c'est la même absurdité, le même brouillamini impuissant, comme si l'on disait que la démocratie est superflue pendant le socialisme.

Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes *n'est pas plus* irréalisable pendant le capitalisme, il est aussi *superflu* pendant le socialisme, que la démocratie en général.

La révolution économique crée les prémisses nécessaires pour la disparition de tous les genres d'oppression politique. C'est précisément pour cette raison qu'il n'est pas logique, qu'il n'est pas juste de se borner à invoquer la révolution économique quand la question, *comment* faire disparaître l'oppression nationale, est posée. On ne peut pas la faire disparaître sans une révolution économique. C'est indéniable. Mais se borner à ceci, cela signifie retomber dans un « économisme » impérialiste ridicule et piteux.

N. LÉNINE.

“ LE COMMUNISME TRICOLORE ”

Le discours prononcé par Maurice Thorez le 17 avril au micro de Radio-Paris est une véritable profession de foi du « national-communisme » opposé à l'internationalisme prolétarien.

Notre pays a « un clair visage », mais « les manœuvres de guerre civile déforment à l'étranger ce clair visage et font se détourner de France les touristes ». Nous sommes donc *contre la guerre civile*, contre toute division du peuple. Le parti communiste qui sert la cause *du peuple* s'honore de ne connaître qu'un seul mot d'ordre : *UNIR*.

« Le peuple de France répugne à l'esclavage et à la servitude, à la discipline du troupeau soumis, à la dictature d'un seul ». Si Thorez le souligne, c'est qu'il y a d'autres peuples qui « ne répugnent pas à l'esclavage, à la servitude, à la discipline du troupeau » ? Quels sont ces peuples-esclaves ? Pourquoi ne pas dire franchement qu'il s'agit ici du peuple allemand que l'on accuse d'être un peuple esclave ? C'est ainsi que l'on développe le chauvinisme des Français persuadés d'être un peuple élu qui, par conséquent, n'aura pas à hésiter à combattre les esclaves étrangers.

« Nous voulons et nous ferons une France dont les fils *unis* et libérés du joug du Capital, pourront dire : « Nous ne convoitons pas un pouce de territoire étranger, mais nous ne laisserons pas toucher à un pouce de notre sol ».

Ainsi la révolution française n'est plus une partie de la révolution internationale, mais une affaire purement française (« c'est à Paris *seul* que se déterminera le destin de notre peuple »); « quand nous aurons le pouvoir, nous assumerons à notre peuple *une place digne de son rayonnement au cours des siècles écoulés* ». Cela ne signifie rien ou cela signifie *trop* — s'agit-il des frontières de Louis XIV ? de Napoléon I^{er} ? du maintien et élargissement de l'empire colonial ?

Les autres peuples, qu'ils se débrouillent eux-mêmes. Que peuvent nous intéresser les « peuples-esclaves » ?

Nous combattons pour l'avenir de *notre* peuple, pour *son* bonheur et pour *sa* grandeur.

L'appel final aux ouvriers catholiques, aux volontaires nationaux, au Croix de Feu auquel « on tend la main parce que tu es un fils de notre peuple » découle de toute cette ligne. Sous les plis du drapeau tricolore on unit le peuple français, mais *contre qui* ? Pas contre d'autres fils du peuple, même pas contre ceux qui suivent « les 200 familles » ; on répugne à la guerre civile. Alors cette unité ne peut être dirigée que contre d'autres peuples ; contre les peuples-esclaves qui « ne répugnent pas à la servitude, à la discipline du troupeau soumis. » Donc, à bas la guerre civile, mais préparons-nous à la guerre contre l'étranger et *ses* complices dans notre pays.

Thorez proclame que « nous avons réconcilié le drapeau tricolore de nos pères et le drapeau rouge de nos espérances ». Non, ces deux drapeaux ne peuvent pas se réconcilier. Le drapeau tricolore, c'est le drapeau de *l'unité nationale*, le drapeau rouge, c'est le drapeau de *l'unité internationale des travailleurs*. Depuis 100 ans ils se dressent l'un contre l'autre, comme les deux peuples qu'ils symbolisent : le peuple des ouvriers et le peuple des bourgeois. Et chaque fois que les bourgeois appelaient les ouvriers à se grouper sous les plis de leur drapeau d'*unité nationale*, les prolétaires révolutionnaires, groupés sous le drapeau rouge, répondaient : *prolétaires de tous les pays, unissez-vous* !

Aujourd'hui les dirigeants du P. C. F. ont rayé l'internationalisme de leur politique, de leur vocabulaire. Ils sont passés du côté du drapeau tricolore. C'est aux ouvriers révolutionnaires de relever bien hautement le drapeau rouge souillé par le « communisme tricolore », le drapeau de l'internationalisme prolétarien, car seule la collaboration internationale des ouvriers peut apporter au monde du travail le socialisme, donc le pain, la liberté et la paix.

P. R.

NE SOYONS PLUS LEURS DUPES !

Le capitalisme, avec ses trusts et cartels internationaux, ne connaît pas de frontières. De même les munitionnaires et mercantis de toutes sorte qui, pendant la guerre « du droit », ravitaillaient l'ennemi, et cela dans les deux camps de belligérants. Ces professeurs de patriotisme ne maintiennent la division entre les peuples que pour mieux les exploiter. Ne soyons plus leurs dupes. Les relations directes entre les hommes de tous pays auraient vite raison de leurs mensonges nationalistes. Pour l'union véritable des travailleurs, apprenons la langue internationale.

Cours gratuit par correspondance à la Fédération Espérantiste Ouvrière, 115, boulevard Aristide-Briand, à Montreuil-Paris. (Timbre pour réponse). Envoi du « Cours Élémentaire d'Espéranto » et abonnement à dix numéros du *Travailleur Espérantiste* contre 2 fr. 50 en timbres.

SUR LE FRONT CULTUREL

Un « débat » sur le « réalisme socialiste »

« L'Association internationale des Écrivains pour la défense de la culture » avait annoncé, en mars, un débat sur le « réalisme socialiste ». Si un débat suppose des thèses qui s'affrontent sur un sujet déterminé, avec la large participation du public, ce débat reste encore à organiser...

Nous avons seulement entendu, au Palais de la Mutualité, des écrivains discourir sur leur conception particulière de la littérature et de l'art, sans la moindre tentative d'analyse sérieuse et sans que le public fût appelé à intervenir. On ne pouvait, d'ailleurs, attendre plus quand les orateurs vinrent s'avouer, eux-mêmes, incapables de définir le « réalisme socialiste ». Benjamin Crémieux rapporta sept définitions différentes??? « Il y en a bien quarante ou cinquante! » affirma, après lui, André Malraux. En effet, Ehrenbourg applique le vocable « réalisme socialiste » à toute la production littéraire soviétique, quelle qu'elle soit. Gorki et Fadeïev veulent le limiter à un ensemble de sujets sociaux entrepris collectivement. Quant à Aragon, il assimile le « réalisme socialiste » à un certain « romantisme révolutionnaire », pas mieux défini...

Fait significatif : le problème essentiel, celui des rapports de la littérature et de la lutte de classes fut posé avec la plus grande clarté et la plus grande force par un adversaire du « réalisme socialiste », le critique bourgeois Benjamin Crémieux. Nous ne sommes, certes, pas d'accord avec lui quand il prétend refuser à l'art toutes fins utilitaires. Consciemment ou inconsciemment, l'art sert toujours une idéologie quelconque, sape ou consolide toujours un régime déterminé. C'est pourquoi nous pensons que la prise de conscience de la réalité sociale par les écrivains est une des plus impérieuses nécessités de l'heure. Mais n'allons pas jusqu'à prétendre que cette prise de conscience puisse remplacer la technique littéraire, le talent. Crémieux eut raison de souligner, à ce sujet, combien il était risqué de définir l'art par son contenu politique. Il est certain que « Victor Margueritte peut adhérer au soviétisme, il n'en reste pas moins un écrivain médiocre ». Il n'est pas douteux que « certaines œuvres de François Mauriac, attachées à la peinture de la famille bourgeoise, ont une portée beaucoup plus révolutionnaire que tels romans dits communistes... ».

Mais ces affirmations, pour justes qu'elles soient, ne prouvent nullement qu'un écrivain n'a rien à gagner à la connaissance du marxisme. C'est sur ce terrain que les littérateurs communistes ou sympathisants devaient se situer pour répondre à Benjamin Crémieux. Comment l'auraient-ils fait quand ils étalent ou leur ignorance, ou leur mépris du marxisme, quand leurs moindres paroles tendent à démontrer qu'ils n'ont pas besoin d'idéologie, que leur « grand talent » suffit à tout?

Malraux abonda en vues « originales », en traits « brillants » de ce calibre : « Le problème de la littérature dirigée se posa d'abord au temps de Saint Bernard... Un problème que Marx n'a jamais examiné : comment être un

homme? Comment proposer des modèles?... Ce qui nous sépare du prolétariat, c'est la métaphore... Le réel, nous ne savons pas ce que c'est, mais la volonté de réel, nous savons ce que c'est... ».

Jean Cassou montra le bout de l'oreille idéaliste en attaquant ce qu'il y a de meilleur dans la tradition naturaliste : « Il ne s'agit pas de renouveler les erreurs de Zola, de décrire les milieux sociaux... La littérature de demain sera plus que jamais lyrique... ».

Aragon adjura emphatiquement ses « chers confrères » de revenir à la réalité, mais négligea d'en indiquer les moyens. On comprend, toutefois, qu'il appelait les écrivains, dans son jargon prétentieux, à conformer strictement leur art aux exigences de la tactique actuelle du Front populaire.

Jacques ROCHE.

ANDRÉ GIDE ET LE COLONIALISME

L'amplitude des oscillations d'André Gide, son instabilité, n'ont pas diminué depuis sa conversion au communisme. Nous avons noté dans le n° 16 de *Que faire?* sa récente déclaration sur l'U. R. S. S. Voici que, dans une lettre du Sénégal, il découvre subitement les vertus du colonialisme français :

« Je vous reparlerai peut-être du Sénégal. Qu'on y trouve des choses à critiquer, il se peut; mais je n'ai su les voir encore. Il me suffit pour aujourd'hui d'avoir pu me convaincre que le peuple indigène serait beaucoup moins heureux sans nous; qu'il le sent, et que nous lui avons donné, ici du moins, de bonnes raisons d'aimer la France. » (Billet à Angèle, *Vendredi* du 27 mars.)

Comme si le fait que l'oppressé ne soit pas trop brutal pouvait justifier l'oppression coloniale! L'esclave, que le maître ne frappe pas, lui doit-il de l'amour?

QUAND STALINE ÉTAIT MARXISTE

« Le véritable démocratisme consiste dans ce que la masse soit active dans l'organisation de parti, qu'elle prenne des décisions aussi bien sur les questions du parti que sur les questions pratiques d'ordre général, qu'elle adopte ses résolutions et qu'elle en oblige ses organisations de les appliquer. »

Le démocratisme ne consiste pas seulement dans les élections démocratiques. Le démocratisme des élections ne peut pas encore être qualifié de véritable démocratisme : Napoléon III fut élu au suffrage universel, mais nul n'ignore que cet empereur élu fut le plus grand oppresseur du peuple ?

Il s'agit pour nous du démocratisme d'action, quand la masse de parti décide elle-même des problèmes posés et agit elle-même. Seul le démocratisme de ce genre, disons-nous, doit être à la base de notre organisation social-démocrate.

(Staline, 25 juin 1906, cité dans la revue bolchévik n° 14 — 1936.)

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE

Les dernières séances de la 15^e législature, élue en 1932, dont nous n'avons pas pu traiter dans notre chronique précédente, arrêtée le 17 mars (*Que Faire?* n° 16) méritent un examen attentif. Elle jettent une lumière crue sur la politique actuelle des dirigeants ouvriers. Nous laissons de côté « l'humanisation des décrets-lois », car elle fait l'objet d'une étude particulière dans le numéro présent de la revue.

VERS L'UNION SACRÉE

La pratique de laisser passer sans intervenir des projets de loi importants continue de plus belle. Ainsi le 19 mars, les fractions communiste et socialiste ne s'opposent pas au vote de la loi « ayant pour objet d'augmenter les effectifs de la garde républicaine mobile... » (de 15.000 à 20.000 hommes) «... et de permettre l'accélération de la construction des logements de la garde républicaine mobile. » Le 17 mars on laisse passer « la loi portant révision du code de justice militaire pour l'armée de mer », sans élever la moindre protestation contre la justice militaire en général et contre la peine de mort, pendant la paix, pour toute une série d'actes énumérés dans les articles 254 à 258.

Mais le fait le plus important a eu lieu le 20 mars, lors du vote d'une loi autorisant le ministre des finances de financer les dépenses de guerre « par le recours à toutes opérations de crédit quelles qu'en soient les modalités ». Il s'agit « des dépenses du fonds spécial d'armement s'élevant à 6 milliards 265.097.850 francs formant le budget extraordinaire de 1936.

Régnier, dans son discours à la Chambre, affirme nettement que « dans les circonstances sérieuses que nous traversons, il importe qu'aucun obstacle ne vienne entraver, le cas échéant, le financement des dépenses de sécurité ».

Au Sénat, le comte Louis de Blois met les points sur les i. « En raison des besoins immédiats de la défense nationale, je n'hésiterai pas... d'accorder au gouvernement les facilités qui nous sont demandées par M. le ministre des finances ». (p. 413)

Le caractère du vote n'est donc pas contestable : il s'agit bel et bien des crédits militaires, de faciliter la mise à disposition des ministres de la guerre, de l'air, de la marine, de l'Etat-major de plus de 6 milliards pour préparer la guerre.

Or, pour la première fois depuis la fondation du P. C. F., la fraction communiste n'a pas voté contre, elle s'est abstenue. La fraction socialiste a voté pour les crédits de guerre en suivant les glorieuses traditions du « socialisme de guerre ».

CONTRE LE DÉMOCRATISME

Avant de se séparer la Chambre a eu à se prononcer sur la date de sa prochaine séance. Pour des raisons démagogiques d'opposition au gouvernement, la droite, par l'organe de Marin, a proposé de ne pas se séparer :

Je vais plus loin. Dans les circonstances actuelles, me plaçant spécialement sur le terrain des affaires internationales, étant donné leur gravité que nous a rappelée M. le ministre des affaires étrangères au début de la séance de cet après-midi, je ne comprends pas que la Chambre puisse songer à s'ajourner si hâtivement.

...Je demande donc que nous ne nous ajournions pas sine die, et que nous tenions séance mardi prochain (p. 1092-93).

Quels que soient les motifs de la droite, aucun partisan sérieux de la démocratie, aucun adversaire sérieux de la diplomatie secrète ne pouvait s'opposer à la proposition de Marin, à renoncer au contrôle public — si minime et illusoire soit-il — de la politique extérieure du gouvernement dans les conditions de la crise provoquée par l'acte de Hitler du 7 mars. Pourtant aussi bien les communistes que les socialistes votent, vu les nécessités de la campagne électorale, l'ajournement jusqu'au 1^{er} juin, en faisant ainsi confiance à Flandin-Sarraut pour poursuivre leurs manigances et tramer leurs complots guerriers.

« L'UNITÉ NATIONALE AGRAIRE »

Le débat sur la crise agricole s'est terminé le 20 mars par un grand discours de Thellier, ministre de l'agriculture, qui a fait le bilan de la politique agricole de la Chambre depuis 1932. Voici le tableau impressionnant des mesures étatiques visant à la revalorisation des prix agricoles.

Vous avez organisé l'exportation avec prime du blé, du beurre, du sain-doux et des résineux. Vous avez fait dénaturer le blé. Vous avez fait distiller le vin. Vous avez fait abattre le bétail.

C'est ainsi qu'à l'occasion de la loi sur le blé, vous avez interdit d'étendre les surfaces consacrées à cette céréale, vous avez prescrit la déclaration obligatoire des emblavures. C'est ainsi que, pour le vin, l'arrachage volontaire, la réglementation des cépages, l'interdiction d'irriguer à partir d'une certaine période ont été autant de mesures qu'il vous a paru nécessaire d'imposer en vue de supprimer certaines causes de surproduction.

Vous ne vous êtes pas bornés là. A la résorption des excédents, à l'organisation définitive du marché, vous avez voulu ajouter un effort d'organisation en ce qui concerne les débouchés et les transactions.

De là, pour le blé, les dispositions législatives sur le stockage, sur le stock de sécurité, sur le prix minimum. De là, pour le vin, l'échelonnement des ventes, le blocage par tranches. Pour le lin, le chanvre, l'olivier et la soie, vous avez maintenu les primes à la culture et réservé les fournitures faites à l'Etat au seul marché français. Pour les produits résineux, vous avez réglementé et amélioré la qualité. Pour la production laitière, vous avez instauré un contrôle sanitaire plus rigoureux (p. 1076).

Comme résultat, une certaine hausse des prix qui est due, pour le blé, dans une grande mesure, comme Thellier doit le reconnaître, « à l'influence des circonstances atmosphériques et du déficit de la récolte de 1935 ».

Qui en a profité ? Laissons parler Thellier :

La situation regrettable devant laquelle, cette année, nous sommes quelque peu demeurés impuissants : la vente du blé à 60 francs pour les uns et, aujourd'hui, sa réalisation à 100 francs pour les autres (p. 1077).

La même chose pour le vin :

Le cours du vin, après la récolte de 1935, s'est tenu à environ 4 francs le degré-hectolitre ; vous vous séparez au moment où il approche 8 francs (p. 1079).

Ce sont les petits qui doivent vendre aussitôt la récolte terminée ; ce sont les gros qui peuvent attendre la hausse des prix ultérieurs. Vieille chanson !

Comme conclusion au débat, l'ordre du jour de confiance a été déposé :

La Chambre enregistre avec satisfaction les déclarations du Gouvernement, lui fait confiance, et, repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour.

M. le Président. — Je constate que l'ordre du jour a été adopté à l'unanimité moins deux voix.

La Chambre ne pouvait pas donner un témoignage plus éclatant de l'intérêt que tous ses membres portent à la défense de l'agriculture française. Elle ne pouvait pas non plus rendre un plus bel hommage à l'action et au magnifique talent de M. le ministre de l'agriculture. (p. 1086)

Ainsi, une fois de plus, les communistes et les socialistes ont voté la confiance au gouvernement Sarraut, au ministre ultra-réactionnaire Thellier, continuateur fidèle de la politique agricole de tous les gouvernements de la 15^e législature — de Herriot à Doumergue, de Daladier à Laval. Adieu la lutte des classes. L'unité de l'agriculture française liant harmonieusement les intérêts du capital et du travail, voici le nouvel Evangile de Thellier que font leur les grands partis ouvriers.

DIVERS

Le Sénat sabote systématiquement les réformes minimales votées après de longues tergiversations, par la Chambre. En même temps que les lois « humanisant » les décrets-lois, le Sénat a ajourné le 20 mars le débat sur le projet de loi accordant « aux conducteurs de voitures publiques non propriétaires de leur voiture » la qualité de salarié et le débat sur « les monopoles étrangers de fait » (limitant les pouvoirs du trust américain des machines à fabriquer les chaussures, voir *Que faire ?* n° 16, p. 26), après avoir ratifié avec empressement tous les projets de loi réactionnaires et militaristes.

Notons dans la série des lois d'« économie dirigée », deux nouveaux textes : 1^o la loi tendant à réglementer l'ouverture des boulangeries, subordonnant — avec l'accord des syndicats patronaux et d'ouvriers — l'ouverture de toute nouvelle boulangerie à une autorisation du préfet ; 2^o la loi relative à la culture de la chicorée autorisant le ministre de l'agriculture « de fixer la quantité de chicorée qui pourra être récoltée et vendue en France ».

LES LIMITES DU GOUVERNEMENT DE GAUCHE

Le parti radical au pouvoir et le gouvernement radical verront s'établir de plus en plus la contradiction entre les promesses qu'ils ont faites avant d'y arriver et leurs actes gouvernementaux. En arrivant au pouvoir, le Parti radical y devient, par la force des choses et de la situation, par nécessité économique et politique, le représentant de la classe dominante et de l'ordre actuel, et il devra en poursuivre bon gré malgré la politique. Tous les partis bourgeois qui se sont succédé au pouvoir ont eu exactement cette politique, y ont été de même obligés. Leur programme a certes quelque peu différé, allant plus ou moins loin dans le développement des libertés publiques, mais quelles que fussent les promesses faites, trouvant bientôt une limitation prochaine dans les intérêts de la classe régnante et possédante qu'ils ne voulaient et ne pouvaient compromettre. (Edouard Vaillant, 18 juin 1906.)

LA VIE DU PARTI

UNE LETTRE DE PUTEAUX

On nous écrit de Puteaux :

« La campagne électorale est commencée. L'affairiste Barthélemy, député-maire de Puteaux, vient d'adresser son canard « la République sociale » qui n'est qu'un ramassis d'attaques ignobles contre le Parti Communiste. Pourquoi *l'Humanité* ne les relève-t-elle pas ? Pourquoi n'a-t-elle pas, non plus, précisé que le découpage des circonscriptions tend à sauver le mandat de ce même Barthélemy qui dégoûte les ouvriers socialistes eux-mêmes ?

« Les copains de Suresnes nous disent que le Parti pratique la même politique de ménagement à l'égard de Sellier. « Le Suresnois », l'organe de Sellier, a modéré à peine sa campagne anti-communiste pour permettre au maire de Suresnes d'arriver au Sénat. Mais Sellier a pu traiter le secrétaire du rayon de provocateur, exiger la mise à l'écart de ce camarade, placer ses agents à la tête des « Amis de l'U. R. S. S. », saboter une action récente du Comité des chômeurs avec la complicité de la direction du Parti qui freine les efforts de résistance des copains.

« Pourtant la collusion de Barthélemy et de Sellier avec les industriels et la pire réaction de Puteaux et de Suresnes est un fait public et il est clair que ces politiciens constituent le principal obstacle au développement d'un mouvement révolutionnaire dans ces localités. Pourquoi le Parti ne les dénonce-t-il pas ? »

UN GROUPE DE COMMUNISTES.

Pourquoi, camarades, le Parti ne dénonce pas la politique de Barthélemy et Sellier ? Mais tout simplement parce qu'il a rompu lui-même avec une politique révolutionnaire. Comment dénoncerait-il ceux qui constituent, dites-vous avec raison, « le principal obstacle au développement d'un mouvement révolutionnaire » quand il verse dans le réformisme le plus plat ? Vous voudriez qu'il combatte Sellier, qu'il prenne parti contre cet influent personnage pour défendre un petit secrétaire de rayon, alors que le Parti a sollicité son concours pour l'élection sénatoriale de Clamamus ?

Votre erreur, camarades de Puteaux-Suresnes, est de croire qu'il s'agit là d'« accident », d'« erreurs » locales, alors que ces faits confirment simplement la dégénérescence du Parti marquée dans tous les domaines, dans toutes les localités. Plus vous vous en convaincrez, plus vous résisterez dans vos cellules et vos rayons, en vous réclamant de la politique révolutionnaire.

N. D. R.

NOTRE SOUSCRIPTION PERMANENTE

AVRIL 1936

Cercle n° 1, 250 frs. Cercle n° 2, 100 frs. Cercle n° 3, 175 frs. N... Contre Thorez qui prépare l'Union sacrée, 50 frs. Un ami d'Alsace, 20 frs. Lucot, 10 frs. Dorval, 10 frs. Maire, 4 frs. Pierre, 3 frs. Roche, 30 frs. Robert, 15 frs. R... Contre l'unité agraire, 20 frs. — Total : 687 francs.

Total à partir du 1^{er} janvier : 2.787.

NOTES

Un nouveau "tournant" ?

Voici ce qu'écrivait sur la social-démocratie un journal :

Nous assistons à une crise de la social-démocratie dans toutes les sections de la II^e Internationale. La social-démocratie française s'engage sur le terrain de la lutte de classe. Les Partis social-démocrates illégaux d'Italie, d'Allemagne et des pays baltes mènent une lutte révolutionnaire contre les fascistes... Les syndicats d'Amsterdam reviennent à leur mission première d'organisations prolétariennes de classe.

Enfin, on pouvait y lire des phrases comme suit :

Tous doivent consentir des sacrifices pour l'armée. Les sacrifices sont faits par les ouvriers comme par les artisans, par les paysans et par les fonctionnaires comme par les employés. Ils donneront leur vie pendant la guerre. Mais ils veulent avoir l'assurance que personne n'empêche des centaines de millions aux dépens des lourds sacrifices qu'ils consentent.

Chaque lecteur de l'*Huma* répondrait sans hésitation : j'ai dû lire quelque chose de ce genre il n'y a pas longtemps dans l'*Huma*. Le rédacteur du journal en question est, dans tous les cas, un digne émule de Paul Vaillant-Couturier.

Or, que diriez-vous d'une revue s'appelant communiste qui, loin de féliciter le rédacteur du journal en question, le critique, le condamne, le qualifie d'ennemi de classe, d'ennemi de parti, exige son exclusion ? Il ne pourrait s'agir certainement que d'une revue trotskiste, de sectaires dangereux, des agents de Hitler dans le mouvement ouvrier. Vous vous imaginez, pour une prose républicaine et patriotique de si haute tenue, exiger l'exclusion du parti de Vaillant-Couturier tchèque !

Nous venons de trahir le secret. Les passages cités plus haut s'appliquent à « Rudé Pravo », organe central du Parti Communiste tchèque. L'acte d'accusation contre ce vaillant journal et contre le Parti dont il est l'organe est dressé par l'*Internationale Communiste*, organe mensuel du Comité Exécutif de l'I. C., qui y consacre deux articles de son numéro 2 (février 1936). Nous y apprenons que Boudine, rédacteur de *Rudé Pravo*, auteur des passages incriminés, a été exclu du P. C. tchèque. Gottwald, « chef officiel » du Parti sonne l'alarme, critique toute l'activité du Parti depuis le VII^e Congrès de l'I. C., essaie de montrer que le P. C. tchèque n'a compris ni la ligne du VII^e Congrès, ni même le discours de son « chef » Gottwald.

Dans cet article il n'y a pas mal de critiques justes que les journaux communistes « hérétiques » ne cessent de prodiguer contre la politique réformiste des P. C. On ne peut qu'approuver Gottwald lorsqu'il écrit, par exemple :

Sans mobiliser les masses par en bas, les représentants ouvriers les meilleurs, les plus honnêtes restent impuissants dans les organismes bourgeois. C'est pourquoi, dans l'intérêt de tout le prolétariat, les communistes ne doivent pas admettre que dans leur politique puisse se manifester, ne serait-ce qu'une ombre, de la tendance honteuse qui consiste à berner les masses par des illusions, à leur faire croire qu'on peut obtenir pour elles ceci ou cela par « en haut », sans leur intervention directe, sans leur lutte de classe. (p. 149).

Mais la question se pose : est-ce vrai seulement pour Prague ? Pourquoi en France les communistes continuent-ils à mener la propagande patriotique et nationaliste, à concentrer l'attention des ouvriers sur les combinaisons avec les politiciens bourgeois, à préconiser dans les grèves l'arbitrage et la médiation du gouvernement, à rejeter l'accusation d'être « des prédicateurs de la lutte des classes », à proclamer leur volonté de « supprimer la lutte des classes » (Lechaux, l'*Huma* du 12 avril, p. 4) ? Pourquoi la revue de l'I. C. ne se dresse-t-elle pas contre cette politique ?

Plus encore. On exclut Boudine pour avoir approuvé les armements de la bourgeoisie tchèque, mais on continue à déifier Staline, membre du Présidium de l'I. C. qui « comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité » ! Il faut accorder ses violons, si l'on veut qu'on prenne au sérieux « le nouveau sursaut révolutionnaire » !

Nous ne voyons qu'une explication à cette contradiction flagrante. En Tchécoslovaquie, malgré toutes les concessions et reniements des communistes, la social-démocratie a rejeté le front unique et l'unité d'action, nationale et internationale. Plus les communistes se prosternaient devant elle, plus grande était sa morgue, plus hautain son refus d'accepter les propositions de l'I. C.

Que de fois n'avons-nous pas essayé de convaincre Hampl, quels moyens de persuasion n'avons-nous pas employés auprès de lui et de ses semblables, que de fois ne les avons-nous pas suppliés. Nous avons usé de tous les moyens auprès de Hampl, nous l'avons traité par la douceur et par la violence. Mais il s'est obstiné comme un mulet, constate avec amertume Gottwald (p. 157).

Alors on a décidé de changer de vapeur. Déjà en 1935 (voir *Que Faire ?* n° 12, p. 15-16) l'I. C. proclame les chefs du parti social-démocrate tchèque, un des cinq partis hostiles à l'unité d'action internationale, « briseurs de grève, ennemis du prolétariat », etc.

Voulez-vous collaborer avec moi ? Alors vous êtes vertueux, honnête, vous êtes mon frère. Vous ne voulez pas ? Alors je vous maudis, traître, jaune, ennemi. Je ne veux avoir rien de commun ni avec vous, ni avec vos amis bourgeois, ni avec votre république.

Mais il suffit que vous acceptiez de collaborer avec nous et tout changera. Regardez du côté de la France. Alors on votera la confiance au gouvernement, on ira ensemble à Verdun, on soutiendra ensemble Flandin, on fera des risettes à nos amis radicaux, on sera aux premiers rangs des défenseurs de notre grande patrie. Si non, gare à vous ; nous deviendrons des révolutionnaires intransigeants, nous nous référons notre « virginité intégrale », nous vous montrerons ce que signifie mépriser nos avances et notre amour.

Les dirigeants tchèques, qui n'ont pas compris cette « philosophie supérieure », qui ont pris trop au sérieux la ligne du VII^e Congrès mondial, qui n'ont pas su s'adapter au « nouveau tournant », sont limogés. Les « nouveaux cadres sélectionnés » seront plus prudents, ils ne prendront pas trop au sérieux les thèses révolutionnaires destinées tout simplement à faire pression sur les socialistes récalcitrants pour préparer l'union avec eux sur la base réformiste, comme en France et ailleurs.

Que valent ces phrases de gauche quand la politique concrète, quotidienne du parti n'est pas changée et reste une politique réformiste, quand la ligne du parti continue d'être dominée par la déclaration de Staline à Laval et par les décisions réformistes du VII^e Congrès de l'I. C. ? Ce que Gottwald dit des « gauches » socialistes s'applique parfaitement aux prétendues « gauches » de la direction de l'I. C. :

Quelle aide nos communistes apportent-ils à ces vrais gauches en transformant artificiellement des réactionnaires droitiers en combattants de gauche, en transformant le diable en ange ? Cela doit, en effet, dérouter les ouvriers et les militants social-démocrates de gauche, les désorienter et faciliter les manœuvres des démagogues réactionnaires (p. 157).

STALINE ET "LA PROPRIÉTÉ SOCIALE"

Dans son entretien du 1^{er} mars avec Roy Howard Staline donne une définition de la société socialiste qui constitue une véritable révision de la doctrine marxiste. Selon lui « notre société soviétique est socialiste parce que la propriété privée sur les fabriques, les usines, les terres, les banques, les moyens de transport a été abolie chez nous et remplacée par la propriété sociale » (propriété de l'Etat et propriété coopérative-kolkhozienne). Ainsi la propriété étatique est, selon Staline, l'essence de la société socialiste.

Il sent le danger de cette définition, car les tendances étatistes caractérisent également la vie économique en Italie et en Allemagne. Voici sa réponse incroyable à cette objection : « la propriété privée sur les fabriques, les usines, les terres, les banques, les transports, etc., reste là-bas intacte, ce qui fait que le capitalisme reste en Allemagne et en Italie complètement en vigueur ».

Staline semble ignorer l'existence des chemins de fer d'Etat et de la banque d'Etat en Allemagne. Il semble ignorer le développement presque général des entreprises économiques gérées par l'Etat depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Cette tendance « au capitalisme d'Etat » s'est renforcée pendant la guerre mondiale et la récente crise économique mondiale, en particulier dans les pays fascistes.

Il y a quelques semaines, en Italie, le crédit vient d'être presque complètement étatisé. Dans son dernier grand discours Mussolini annonce l'absorption par l'Etat fasciste des « industries-clefs ». « L'Etat sera l'administrateur général des industries de guerre et de celles qui leur sont conjointes. Il est donc à prévoir que, dans un bref laps de temps, seront étatisées les industries telles que Fiat, Breda, Isotta-Fraschini, Perini, Marchi, Marchetti-Savoya, Ansaldo, de même que les chantiers de Gênes, de Montefalcone, de Trieste et les plus grandes industries chimiques » (*Le Temps*, du 25 mars). Quant à l'Allemagne, l'Etat hitlérien, par son emprise sur les banques, contrôle en fait presque toute l'économie nationale.

Cette tendance vers le capitalisme d'Etat est tellement évidente que, dans un livre écrit il y a deux ans et qui vient de paraître en français, Palme-Dutt, un des théoriciens de l'I. C. actuelle constate que « l'organisation de l'industrie et de la finance en monopoles d'Etat... constitue un des traits les plus importants du capitalisme moderne ». (R. Palme-Dutt, *Fascisme et révolution*, p. 121-122).

Si en U. R. S. S. l'étatisation de l'industrie, du commerce, des transports est plus poussée que dans n'importe quel autre pays, la tendance vers l'étatisation est générale, et à ce point de vue la différence entre l'U. R. S. S. et les autres pays est une différence de degré, rien de plus. C'est une vieille faute opportuniste que de confondre l'étatisme avec le socialisme. Les réformistes affirmaient que par le passage graduel et successif des monopoles économiques entre les mains de l'Etat, on aboutira par étapes au socialisme. Les marxistes répondaient que le remplacement de la propriété privée des capitalistes particuliers sur les fabriques, chemins de fer, postes, etc., par la propriété collective de l'Etat, dans la mesure où l'Etat reste un Etat bourgeois, signifie simplement le changement de la forme d'exploitation capitaliste, non pas sa suppression.

Dans « Anti-Dühring » Engels analyse ce problème et montre qu'« à un certain degré de développement... le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat, est obligé d'en prendre la direction (des moyens de production gigantesques)... Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété de l'Etat, n'enlève aux forces productives la qualité de capital... Plus l'Etat s'approprie de forces productives, plus

il devient un véritable capitaliste collectif, plus il exploite de citoyens » (Engels, *Antidühring*, tome III, pages 42-44).

En 1892, au congrès de Berlin du parti social-démocrate allemand, Wilhelm Liebknecht a fait un rapport sur « le socialisme d'Etat et la social-démocratie révolutionnaire », où il montre la différence entre l'étatisation et le socialisme. Si le socialisme exige la suppression de la propriété privée individuelle, il ne s'ensuit pas encore que chaque système de propriété étatique, c'est du socialisme. Liebknecht suppose la possibilité de l'étatisation par l'Etat capitaliste non seulement de toute l'industrie, mais aussi de toute l'agriculture. Il cite l'exemple de l'Etat des Jésuites au Paraguay, au Moyen Age, pour montrer ce que peut signifier « le socialisme étatique » de ce genre.

Dans cet Etat modèle toutes les entreprises étaient la propriété de l'Etat, c'est-à-dire des Jésuites dominants. Tout était organisé et dressé militairement : les indigènes étaient bien nourris, mais ils travaillaient sous la surveillance la plus sévère, comme des esclaves de galères. Ils ne jouissaient d'aucune liberté, en un mot : l'Etat, c'était la caserne et la maison de travail forcé — l'idéal du socialisme d'Etat — la trique commune et le ratelier en commun.

L'essentiel pour définir le régime social d'un pays, ce n'est pas le développement de « la propriété sociale », mais le caractère de l'Etat, le caractère de la classe au pouvoir, les rapports de production qui s'expriment dans la répartition des revenus. La « propriété sociale », les nationalisations, ce ne sont que des cadres dans lesquels se poursuit le développement. Avec un Etat capitaliste, gardien de l'exploitation capitaliste, la propriété sociale ne signifie autre chose que « les bagnes pour les ouvriers, les profits assurés aux capitalistes ».

L'U. R. S. S. se trouve dans une période transitoire entre le capitalisme et le socialisme ; cela signifie que dans son économie coexistent les éléments du capitalisme et du socialisme. Staline se garde bien de définir ces éléments. Nous sommes donc obligés de rappeler quelques vérités élémentaires du marxisme. Le principe socialiste, par excellence, est celui-ci : « qui ne travaille pas, ne mange pas ». « La société socialiste — écrit Lénine dans « l'Etat et la Révolution » — ne sera plus qu'un grand bureau et une grande fabrique avec égalité de travail et égalité de salaire. »

Il est impossible de réaliser le socialisme d'un seul coup. Pour juger, si la société avance dans la direction du socialisme, il faut voir dans quelle mesure l'exploitation disparaît, dans quelle mesure le nombre de ceux qui « mangent sans travailler » diminue, dans quelle mesure la réglementation consciente par les producteurs libres de la vie économique remplace les forces anarchiques et spontanées du marché.

Or, examinée sous cet angle, l'U. R. S. S., sous la domination de Staline, évolue, non pas vers le socialisme, mais vers le capitalisme.

Staline affirme que « dans la société socialiste il n'existe plus d'exploitation ». En U. R. S. S. existe-t-elle ? Un exemple. Dans *Marianne*, du 11 mars, Lenormand, dans un article sur le théâtre soviétique, plein de sympathies pour l'U. R. S. S., écrit entre autres que les droits que les auteurs dramatiques touchent pour leurs pièces « peuvent s'élever à 300.000 roubles par mois » (900.000 francs). Après les impôts et les taxes, il leur reste 300.000 francs par mois. Cela fait 3.600.000 francs par an.

Les caisses d'épargne en U. R. S. S. accordent 8-9 0/0 par an pour des sommes déposées. Supposons que l'auteur en question ne dépose que 2 millions dans la caisse d'épargne ; cela lui fera un revenu d'au moins 160.000 fr. par an. Un ouvrier soviétique moyen gagne (chiffres de 1935) 2.046 roubles par an (6.138 francs). Ainsi, un « millionnaire soviétique » peut gagner sans travailler autant que 26 ouvriers moyens. Si l'on envisage que les manœuvres gagnent moins de 2.000 roubles par an, la proportion sera encore plus frappante.

Les revenus dont parle Lenormand sont exceptionnels, mais le traitement de plusieurs milliers de roubles par mois n'est pas une exception pour les dirigeants de l'industrie, les ingénieurs, les contre-maîtres, les ouvriers hautement qualifiés (voir le Bulletin « Nouvelles d'U. R. S. S. », supplément à *Que faire?*, n° 4, janvier 1936, p. 5). Ces gens, dans la mesure où l'on peut faire des économies et recevoir des intérêts, peuvent tous devenir des rentiers, c'est-à-dire vivre de la plus-value produite par les ouvriers. Tous ces traitements supérieurs, ces revenus élevés ne sont pas, dans le sens socialiste, la rémunération adéquate du travail, malgré la forme de salaire qu'on leur donne. Ce qui caractérise le socialisme, la véritable rétribution d'après le travail, c'est précisément l'égalisation des salaires, la disparition des différences énormes, caractéristiques pour le capitalisme et qui ne sont pas justifiées du point de vue de la société des producteurs libres. La revendication de l'abaissement de tous les traitements au niveau du salaire ouvrier habituel a été une des revendications centrales des bolchéviks lors de la révolution d'octobre.

En 1919, dans son discours, au VIII^e Congrès du Parti Bolchévik, Lénine montre ce que le pouvoir soviétique a fait pendant dix-huit mois pour égaliser les salaires :

« Prenons les taux d'avant-guerre : un manoeuvre gagnait 1 rouble par jour — 25 roubles par mois, un spécialiste 500 roubles par mois, sans compter ceux auxquels on payait des centaines de milliers. Les spécialistes gagnaient vingt fois plus que l'ouvrier. Avec nos taux actuels, les salaires oscillent entre 600 et 3.000 roubles — la différence est de cinq fois. Nous avons fait beaucoup pour l'égalisation des salaires. »

Ainsi dans les premières années de la révolution le développement allait vers l'égalisation des salaires. Actuellement, surtout depuis 1931, la direction du développement est tout opposée. Aujourd'hui on favorise à l'extrême la différenciation des salaires qui dépasse déjà le niveau d'avant-guerre (1 : 100 au lieu de 1 : 20). Ainsi on favorise la constitution d'une nouvelle couche privilégiée, à laquelle l'Etat assure des revenus élevés et qui a la possibilité de vivre sans travailler. En même temps le commerce libre se développe, les coopératives paysannes — les kolkhoz — peuvent s'enrichir par la vente de leur production; les kolkhoz peuvent ainsi accumuler de l'argent, élargir leurs entreprises, placer leurs fonds dans les banques, s'enrichir comme des entreprises à caractère capitaliste. Dans le même sens agit la différenciation à l'intérieur des kolkhoz, favorisée et encouragée par le gouvernement.

Ainsi, dans les cadres de « la propriété sociale » les éléments socialistes cèdent leur place aux éléments du capitalisme. Par sa nouvelle théorie du socialisme identifiée à la propriété étatique, Staline camoufle les processus réels qui s'effectuent en U. R. S. S., embellit la réalité, appose une étiquette socialiste sur la progression des éléments du capitalisme qui sont en train de miner les bases mêmes du régime soviétique.

A. MARTIN.

VIENT DE PARAITRE :

A LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL

17, Rue de Sambre-et-Meuse — Paris (10^e)

A. ROSMER

« DE L'UNION SACRÉE A ZIMMERWALD »

— PRIX : 45 francs —

REVUE DE LA PRESSE

CAHIERS DU BOLCHEVISME (n° 6, 1^{er} avril) publient une étude de Georges Politzer sur la « main de Moscou » qui constitue un commentaire au fameux entretien de Staline avec Roy Howard. Avec force citations, qui donnent à l'article l'air savant, mais qui ont une liaison plus que fragile avec le sujet traité, Politzer réfute la légende « de la révolution exportée et importée ».

« La révolution prolétarienne ne peut être en France qu'un produit national. Elle sera le produit le plus national de l'histoire de la France depuis la grande révolution française » (p. 361).

Mais quel est, dans ces conditions, le rôle de l'internationalisme prolétarien, de la collaboration, de l'aide mutuelle des ouvriers révolutionnaires des divers pays? Politzer « omet », après Staline, ce petit détail. Il découvre l'internationalisme ailleurs... chez les fascistes.

« La révolution est le produit naturel de l'histoire d'un pays, ce qui lui est étranger c'est la contre-révolution. C'est pourquoi, c'est la contre-révolution qui s'allie avec l'Etranger et qui en implore l'intervention. La contre-révolution est essentiellement interventionniste. » (p. 367).

On croit rêver. Georges Politzer n'a donc jamais entendu parler de la guerre révolutionnaire, de l'aide armée apportée par le peuple révolutionnaire à ses frères étrangers? A-t-il entendu parler d'un certain pays qui s'appelle Géorgie et où est né « le grand Staline »?

En mars, on a fêté le 15^e anniversaire de la révolution soviétique géorgienne. A cette occasion Molotov, président du Conseil des Commissaires du peuple de l'U. R. S. S., a rappelé ce qui suit (*Pravda de Moscou* du 21 mars 1936) :

« Seule l'aide de la part de la grande Révolution d'Octobre en Russie a permis de renverser les menchéviks... Le début de l'émancipation véritable, de la libération complète des forces du peuple géorgien, c'est le moment où la révolution bolchévik soviétique, qui a vaincu sous la direction de Lénine, arrive en 1920 dans la Transcaucasie, en s'appuyant sur les centres ouvriers de notre grand pays et sur l'Armée Rouge Ouvrière Paysanne. » (C'est moi qui souligne).

Ce rappel historique détruit la nouvelle théorie de Staline sur le caractère national de la révolution prolétarienne; il montre le caractère pourri de la conception de Politzer opposant le nationalisme prolétarien à l'internationalisme des bourgeois.

Mais qui donc a amené Mussolini en Italie, Hitler en Allemagne? Les deux cents familles françaises, trop faibles pour implanter le fascisme en France, ne pouvaient certainement pas l'importer en Allemagne ou en Italie. Mussolini et Hitler apparaissent ainsi comme « le produit national » italien ou allemand.

Ainsi aux « peuples révolutionnaires élus » — la France, la Russie — s'opposent des « peuples contre-révolutionnaires » — Allemagne, Italie. Après avoir nié le droit du prolétariat d'aider la révolution prolétarienne à l'étranger, Politzer prépare la justification d'une « intervention révolutionnaire » de la bourgeoisie française contre l'Etranger, contre les pays où « la révolution n'est pas un produit national ».

2^E CONFERENCE

DE LA REVUE

QUE FAIRE ?

Le samedi 9 mai, à 20 h. 30, salle des Etudiants socialistes

11, rue Jean-de-Beauvais (5^e) — Métro : MAUBERT ou CLUNY

LA SITUATION POLITIQUE - APRÈS LES ÉLECTIONS -

LIBRAIRIE ESPAGNOLE

10, rue Gay-Lussac. — Paris (5^e)

Vous y trouverez tous les livres d'actualité sur l'Espagne.

NOUVELLES D'URSS

BULLETIN D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

Paraissant tous les deux mois

Sur la base des données de la presse soviétique

Édité par la Revue « QUE FAIRE ? »

Abonnement avec la *Revue* : un an... 15 fr.

— : six mois.. 8 fr.

Abonnement *Bulletin* seul : un an... 6 fr.

— : six mois.. 3 fr.



Gérant : TÊTE D'HOMME.

Imprimerie Nouvelle (ass. ouvr.), 53, quai de la Seine, Paris, A. Largentier, dir. — 560-36.